

**1 000 HORS-STATUTS DRESSES  
CONTRE LA RATP**

*Prolétaires  
de tous les pays,  
peuples et nations opprimés,  
unissez-vous !*

# **pour le socialisme**

ORGANE CENTRAL DU PCRml

HEBDOMADAIRE - SEMAINE DU 30 AVRIL AU 6 MAI 1980 - N°1

4,50 F

## **Lutter contre les divisions**



Des militants du PCF expliquent  
leur engagement dans des  
«Comités d'Union à la Base»

# POUR LA REPARUTION DU QUOTIDIEN LE 15 SEPTEMBRE

Nous adressant à nos lecteurs au début de ce mois d'avril, nous leur faisons part de l'obligation dans laquelle nous étions de suspendre la parution du *Quotidien du Peuple*. Très provisoirement toutefois, puisque nous nous sommes fixés une période limitée pour réunir les conditions de sa réparation. Le 15 septembre, nos lecteurs, nos camarades et amis retrouveront leur quotidien. Cet hebdomadaire, *Pour le Socialisme*, en même temps qu'il assurera la transition, préparera la reprise du quotidien en septembre. C'est la mission que nous lui avons assignée.

Préparer la réparation du quotidien, c'est ouvrir le débat dans les colonnes de notre hebdo sur le type de journal quotidien dont nous avons besoin, mais aussi — et peut-être surtout — c'est déjà commencer à opérer un certain nombre de transformations dans notre approche des problèmes, dans les choix que nous faisons, de sorte que, d'une certaine manière, l'hebdomadaire de transition préfigure le quotidien de la rentrée. Avec un certain nombre de limites cependant puisque, par nature, un journal quotidien est très différent d'un journal hebdomadaire.

De quel quotidien avons-nous besoin pour la rentrée ? Telle est la question dont nous devons débattre et à laquelle nous devons apporter des réponses précises. D'abord, il y a lieu dans ce débat de commencer à tirer un bilan des mois passés de parution du *Quo-*

*tidien du Peuple*, disons depuis un an. Les acquis d'une part mais aussi les limites et les défauts qui doivent être examinés minutieusement.

Définir le rôle, la place, le contenu du quotidien, c'est évidemment rapporter le débat à l'analyse que nous faisons de la situation et des tâches que nous estimons être les nôtres. Nous avons un point de vue, des idées, des propositions. Il nous faut les faire connaître, les expliciter, les propager, les défendre. C'est le rôle d'un organe central.

La situation politique aujourd'hui, c'est une exigence de débat, de clarification, une recherche de perspectives. C'est aussi une volonté d'unité, de lutte. Les grandes institutions de gauche, partis et syndicats sont traversés de contradictions. De larges franges de militants s'interrogent, interpellent, débattent, signent des appels à la lutte et à l'unité. Le quotidien devra être de plain-pied dans ce questionnement politique. Il s'est toujours efforcé d'être ouvert au débat, à la confrontation des points de vue. Il devra l'être sans doute plus et de manière nouvelle. Il devra aussi lui-même argumenter, convaincre. Les démonstrations schématisées, les conclusions rapides, les étiquettes un peu vite collées ne servent pas à grand-chose. Des efforts seront nécessaires pour améliorer les choses de ce point de vue.

Profitant des divisions et des incertitudes, la bourgeoisie frappe durement les travailleurs depuis de longs mois. Cependant, mêmes si elles n'ont rien de spectaculaires, au moins provisoirement, des luttes éclatent, des travailleurs résistent, se battent. Le quotidien a toujours eu pour souci primordial de dénoncer les attaques incessantes de la bourgeoisie, de soutenir résolument les luttes des travailleurs. Dans la période, il s'attachera plus encore à valoriser, à faire connaître le plus largement possible toutes les potentialités de lutte qui sont stérilisées du fait du manque de perspectives et des divisions.

Ces grandes orientations pour le quotidien de septembre ne sauraient rentrer pleinement dans la vie que si vous, lecteurs, vous vous en saisissez. Au fond, la question que nous posons, c'est plutôt : de quel journal avez-vous besoin ? Dans votre travail militant de tous les jours ; pour vous forger un point de vue sur telle ou telle question ; pour être informés sur les problèmes qui vous tiennent à cœur ; pour participer pleinement au débat ; quelles questions voulez-vous voir traitées, de quelle manière ? En un mot, de quel outil avez-vous besoin aujourd'hui ? Ensemble, camarades et amis lecteurs, mettons la (courte) période qui nous sépare du 15 septembre à profit pour définir le quotidien qui correspond à la situation d'aujourd'hui.

Gérard PRIVAT

## éditorial

Un peu partout en France, le 1<sup>er</sup> mai journée traditionnelle de lutte des travailleurs, sera marqué par la division. Des cortèges séparés seront organisés sur des parcours différents, par les 2 plus importantes centrales syndicales à Paris et dans certaines villes de province, et même en certains endroits la protestation des travailleurs contre la politique d'austérité du gouvernement ne sera marquée en ce 1<sup>er</sup> mai par aucune initiative particulière. De chaque côté dans les états-majors des confédérations, on reporte les torts sur l'autre, et la polémique aigre-douce ouverte depuis l'échec de la gauche en mars 1978 entre la CGT et la CFDT continue de plus belle à cette veille du 1<sup>er</sup> mai. Parfois les arguments échangés ne manquent pas de fondements et les travailleurs peuvent ponctuellement s'y reconnaître : de nombreux sidérurgistes de Longwy désapprouvent la position de la Fédération Générale de la Métallurgie CFDT en faveur de la restructuration de la sidérurgie et estiment fondées les critiques que la CGT a adressé à cette occasion à la CFDT ; de même de nombreux travailleurs, y compris au sein de la CGT, ont désapprouvé la manière dont cette confédération a fini par rejoindre les positions du PCF à propos de l'intervention soviétique en Afghanistan

et reconnaissent comme justes les critiques que lui a adressé la CFDT à cette occasion. Mais de toute évidence, la manière dont les critiques sont portées, le niveau même de la polémique et de l'argumentation échangée, et surtout ses conséquences montrent que les initiateurs de ces querelles ont bien d'autres soucis en tête que la clarification par le débat des problèmes posés, que la définition des moyens de surmonter les divisions, reconstruire l'unité, 1981, et l'élection présidentielle ne sont pas si éloignées et les 2 partis de gauche sont déjà en campagne, cherchant à mobiliser à l'intérieur des confédérations leurs partisans pour parvenir par tous les moyens en tête de la gauche au premier tour l'année prochaine. Voir en fin de compte les directions syndicales prendre part aux querelles des partis de gauche, n'est pas nouveau, mais cela entraîne particulièrement aujourd'hui des conséquences désastreuses pour les travailleurs. Depuis 1978 l'offensive de la bourgeoisie contre les travailleurs s'est accélérée, comme si elle s'était sentie les mains plus libres après la victoire de la droite : baisse du pouvoir d'achat authentifiée même par les services gouvernementaux, développement du chômage programmé pendant les années à venir, atteintes répétées aux libertés démocratiques et aux conditions de vie et de travail, la pression de la bourgeoisie s'est considérablement accentuée. Institutionnaliser et justifier la division dans une telle situation, c'est ni plus ni moins que favoriser cette offensive réaction-

naire, faire le jeu des classes exploiteuses, rendre plus difficile encore les luttes des travailleurs. C'est pourquoi aujourd'hui, il n'est pas de tâche plus importante que d'œuvrer pour réussir à surmonter ces divisions.

Comment ? Le potentiel de lutte existe, la volonté de dépasser les divisions existe, il faut les aider à se frayer un chemin à travers les obstacles et les difficultés. On ne saurait décrire la situation comme étant bloquée du fait d'une absence de volonté de luttes des travailleurs, c'est le contraire les faits en attestent. Les luttes des instituteurs, relayées par celle des nettoyeurs du métro, les luttes qui se développent dans certaines universités contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru et contre l'expulsion d'immigrés, témoignent de riches potentialités de luttes. Le succès de la pétition de l'Union dans les luttes à la base lancée, par des militants du PCF et du PS, et signée aujourd'hui par plus de 75 000 personnes atteste de cette volonté de surmonter les divisions. Ce sont ces potentialités qu'il faut aider à s'exprimer, à se développer pour transformer cette situation de divisions. Pour y parvenir, les moyens devront être définis ensemble par les travailleurs. Mais certaines propositions peuvent être déjà discutées :

— Refuser que nos syndicats soient transformés en des instruments de querelle politique, mis au service du parti de gauche. On ne peut laisser, à quel niveau que cela soit, nos organi-

sations syndicales épouser les querelles stériles de l'Union de la gauche. Partout où cela se fait, c'est au détriment de la syndicalisation, c'est au détriment de la lutte et de son organisation.

— Créer en même temps, et multiplier les lieux d'échanges, de discussion, où les militants organisés ou pas au sein de la gauche ou de l'extrême-gauche, pourront débattre ensemble des questions politiques qui aujourd'hui les divisent, les clarifier et progressivement les surmonter. Autant le syndicat ne peut devenir le champ clos d'affrontements politiques éloignant des travailleurs de l'organisation syndicale, autant l'existence de ces lieux est une absolue nécessité pour rassembler sans sectarisme les militants qui veulent faire ensemble progresser le débat politique.

— Intervenir dans l'unité pour soutenir les luttes qui apparaissent, les populariser, valoriser pleinement les succès acquis, au moment même où la bourgeoisie cherche à montrer une classe ouvrière soumise et refusant de lutter. S'inspirant des initiatives positives valorisées pour en construire de nouvelles.

La prise de conscience du climat de division entretenu aujourd'hui, doit se transformer en son contraire. Les moyens existent. C'est aux militants, quelle que soit leur origine et leur affiliation, qui en sont le plus conscients, de travailler ensemble pour définir ces moyens pour surmonter la division. Nous y apporterons pour notre part toute notre contribution.

«Il y aura deux manifestations pour le premier mai cette année !». Révolté. Il ne comprend pas. Pour lui, cette fois, ça dépasse les bornes. Il vient d'apprendre ça au boulot, où pas grand monde ne comprend pour l'instant, où beaucoup, excédés, ne cherchent pas à distribuer les responsabilités d'une telle situation. Lui est pourtant membre du PCF, de la CGT, employé directement par une municipalité PCF de la banlieue parisienne. Comme d'autres, il n'est pas toujours d'accord, loin s'en faut, avec la politique de son parti. Mais quand il entend parler de campagne anti-communiste, ou de campagne contre la CGT, il ne reste pas insensible. Même si, dans sa cellule, on lui a dit pour la première fois que «s'il ne se sentait pas à l'aise dans le Parti, personne ne le forçait à rester»... Même si, au cours d'une lutte récente, il s'est fait accuser lui-même de participer à cette «campagne». On était allés ensemble au meeting de Marchais à la Porte de Pantin, précisément organisé pour riposter à cette «campagne anti-communiste». Il avait été déçu de l'absence de perspectives qu'on offrait aux militants sinon de «renforcer le parti». Mais il s'était malgré tout déclaré d'accord avec «les objectifs du meeting»... On ne peut pas l'accuser non plus d'être tendre avec le PS. Au point qu'il pense, que la pétition «Union dans les luttes» ne sert qu'aux magouilles du PS et que, pour cette raison, il refuse d'y souscrire. Pas plus tendre avec la CFDT. Pour lui, la façon dont le «recentrage» est vu dans le PCF n'a rien d'exagéré... Et pourtant, cette fois, ses cheveux se dressent sur sa tête. «Je ne sais pas les détails de l'affaire, mais de toutes façons, si la CFDT y est pour quelque chose, la CGT n'y est sûrement pas pour rien». Et il ajoute : «Ils peuvent toujours courir pour me voir à la manifestation...»

«Hors jeu»

Cette réaction, à des variantes près, on la rencontre partout. Bien souvent, le détail des négociations, arguments et autres éléments qui ont abouti à cette «désunion» spectaculaire n'est pas connu. Y compris, et c'est pour le moins inquiétant, d'une bonne partie des militants syndicaux, de la base ou d'échelons intermédiaires. Dans ces conditions, rien d'étonnant si la plupart des travailleurs ont le sentiment d'avoir été mis, plus encore que par le passé, complètement hors jeu dans une bataille dont ils n'ont pas les données, sur laquelle ils n'ont guère les moyens de peser. D'où, bien souvent, une amertume encore plus grande vis à vis du syndicat en général, un repli sur autre chose, le sentiment qu'on n'est pas sorti de l'auberge si les syndicats en sont là, malgré la gravité de la crise. C'est un peu ce qu'on nous indique à l'hôpital Saint Antoine, pour ne donner que cet exemple. Tant pour la CGT que la CFDT, une grande difficulté à expliquer ses positions, pour autant qu'on ose le faire. «Déjà les premiers mai de ces deux dernières années n'étaient pas beaux à voir, alors cette fois, c'est le bouquet». Et il est à peu près sûr que cette année, bien des travailleurs se sentiront encore moins concernés.

«On ne veut pas choisir»

Il y a aussi ceux qui disent : «On ne veut pas choisir». Cela va du militant CGT qui trouve le jugement de son organisation sur la CFDT pour le moins unilatéral, et qui dit tran-

quillement qu'il «n'a rien contre les syndiqués CFDT» qu'il voit se battre à ses côtés, à celui de la CFDT qui estime qu'en fin de compte, vu l'enjeu du premier mai, ce n'était peut-être pas grave de mettre un peu d'eau dans son vin, de voir comment s'arranger avec les «préalables» mis par la CGT. En quelque sorte, l'unité syndicale passe avant tout, les thèmes sur lesquels on manifeste étant un peu secondaires. Parmi ceux qui bien souvent ne veulent pas choisir, il y a aussi ceux qui, ces dernières années, avaient marqué par leur dynamisme, leur combativité, leur volonté de lutte, les aspirations nouvelles, des 1<sup>er</sup> mai qui sans eux, auraient été complètement sinistres : organisations de travailleurs immigrés, femmes, jeunes...

«L'unité d'accord, mais il y a des problèmes de fond»

Enfin, il y a ceux qui disent, au niveau des syndicats en particulier, avec plus ou moins de bonne foi : «L'unité, c'est nécessaire pour marquer des points, surtout quand on voit l'intransigeance actuelle du patronat et du gouvernement». Et chacun vous donne des exemples de luttes unitaires qui ont fait avancer telle ou telle revendication. Là-dessus, tout le monde peut vite se mettre d'accord. Mais ils ajoutent que «cette fois, les problèmes n'ont pas

porté sur des questions de parcours, si on allait partir de la République ou de la Bastille, mais sur des problèmes de fond, et qu'il est des moments où camoufler les divergences est plus négatif que positif». Là encore, au niveau des principes, on peut se mettre d'accord. Alors, s'il est bien vrai que le caractère unitaire des deux précédents premiers mai n'a pas suffi à leur donner un caractère de lutte marquant, s'il est vrai que l'unité à tout prix n'est pas une panacée, c'est sans doute sur ces «divergences de fond» qu'il faut s'interroger, sur les causes profondes de cette division étalée au grand jour, et bien évidemment sur les moyens d'en sortir, sur les bases qui permettraient enfin aux travailleurs de se mobiliser davantage, de dépasser les obstacles multiples dressés aujourd'hui.

Dialogue de sourds et initiatives communes

Problème complexe, car sur les mêmes faits, ne serait-ce que le déroulement des négociations entre les deux Union Régionale de la Région Parisienne, les récits s'émaillent d'interprétations contradictoires, de jugements pas toujours assurés. Un vrai dialogue de sourds, ponctué de principes sur l'unité, «la nature de

classe de l'organisation». Et la tentation peut être grande de renvoyer tout le monde dos à dos, sans chercher à mieux s'expliquer la situation, à mieux la rapporter aux faits, aux pratiques de chacun, à ses projets réels. Comment se fait-il par exemple que selon les lieux, et de façon certes inégale, l'attitude des Unions Régionales, Départementales ou Locales de la CGT a été très différente ? Pourquoi à Grenoble, quelques jours avant la manifestation, la CFDT n'avait-elle toujours pas reçu de réponse à sa demande de rencontre avec la CGT ? Pourquoi à Paris, l'Union Régionale CGT a-t-elle rajouté comme «préalable» à l'unité pour le premier mai la participation de la CFDT à la journée d'action qu'elle-même avait décidée seule pour le 24 avril ? Pourquoi à Lyon, Saint-Etienne est-on arrivé à un compromis ? Pourquoi les deux Union Locales de Nantes ont-elles décidé une initiative commune, sans reprendre les termes de la Commission Exécutive de la CGT ?

Questions importantes, qui dépassent de très loin : l'enjeu du simple premier mai, puisqu'en réalité, on le voit avec l'initiative CGT du 24 avril, c'est bien l'ensemble des relations CGT-CFDT, pour un temps qui ne durera sans doute pas seulement quelques semaines, qui est en jeu.

# 1<sup>er</sup> Mai

# Lutter contre les divisions



# «Des préalables inacceptables»

Discussion avec Richard Vidal de l'URP CFDT (Paris)

► Peux-tu nous rappeler comment se sont déroulées les négociations avec la région CGT ?

Il y avait des difficultés depuis un certain temps, des tirages chaque fois que l'on rencontrait l'URIF-CGT. Elle nous reprochait le «recentrage». Les difficultés se sont trouvées amplifiées avec l'affaire de l'Afghanistan d'une part, et l'initiative du PCF attaquant Edmond Maire par rapport à la guerre d'Algérie. C'était donc un climat un peu tendu. On s'est alors dit que le mieux, si on voulait aboutir à un premier mai unitaire, c'était de s'y prendre tôt. On a donc pris contact, il y a à peu près un mois, pour préparer le premier mai. Nous étions bien sûr mandatés pour un premier mai unitaire. Au niveau régional, la CGT a repoussé la rencontre, on avait bien le temps. Finalement, la première rencontre, à laquelle participait la FEN, a été déclarée par la CGT «rencontre exploratoire». Nous étions venus avec un texte volontairement vague, reprenant des points sûrs, ceux de l'accord de septembre : sur le temps de travail, les bas salaires, les libertés syndicales. Sur le plan internationale, là aussi, nous sommes restés volontairement vagues, sans citer aucun pays. Nous pensions qu'ainsi il n'y aurait pas d'achoppement. Cette réunion n'a pas abouti, puisqu'elle était «exploratoire». On souhaitait donc se revoir pour décider politiquement des initiatives du premier mai.

## Trois problèmes essentiels

A la deuxième réunion, la CGT nous a présenté un texte, qui posait trois problèmes essentiels. D'abord, une phrase indiquait que gouvernement et patronat redoublaient d'effort pour «obtenir le consensus de certaines organisations syndicales». C'est exact, mais quand on connaît le pilonnage effectué sur ce thème contre la CFDT par la CGT depuis des semaines... Le deuxième point portait sur «la virulente campagne anti-communiste». Autant nous étions d'accord pour dénoncer une campagne contre les forces de gauche, autant nous pensons qu'il n'y a pas que le PCF de concerné. Surtout que ce qui est mis sous la notion d'anti-communiste a pour eux un sens bien particulier, et qu'ils considèrent qu'on participe à cette campagne. Troisième point : sur les questions internationales, le texte de la CGT parlait des luttes du Salvador, du Cambodge, de l'Afrique du Sud. Mais bien sûr, pas un mot de l'Afghanistan.

## «Ils n'ont pas voulu bouger d'un pouce»

Cette réunion s'est donc très mal passée, ils n'ont pas voulu bouger d'un pouce. Déjà, quelques jours avant cette réunion, il y avait eu une affaire délicate avec les travailleurs turcs sans papiers. L'UD-CGT avait distribué un tract dans lequel on pouvait lire : «On vous ment, on vous trompe...» Ceux qui mentaient, outre les diverses autori-



tés officielles, c'était... la CFDT. Les travailleurs turcs ont très mal pris la chose, le meeting de la CGT n'a pas été une réussite. Mais ce type de pratique est inacceptable. Il y a eu des problèmes du genre à Renault et ailleurs. Et au cours de cette réunion, la CGT n'a pas voulu bouger d'un iota. Ils faisaient de ces points un préalable. Pour eux, la «campagne anticommuniste» était «un des problèmes essentiels aujourd'hui». Pour nous, ces préalables étaient inacceptables. La situation était donc bloquée.

Nous avons décidé de mettre cela sur la place publique, puisqu'on ne pouvait plus avancer par la négociation. Nous y avons donc expliqué l'attitude de la CGT, indiqué qu'un premier mai unitaire était possible si la CGT retirait ses préalables, et que nous irions à la troisième réunion préparatoire dans cet esprit là.

## «Prouvez que vous êtes bien dans les luttes»

A la troisième réunion, il y avait un préalable en plus : «Prouvez que vous êtes bien dans les luttes en participant à la journée interprofessionnelle du 24 avril». Ils savent bien pourtant que nous ne sommes pas d'accord avec les journées fourretout de ce style. Tout n'est pourtant pas forcément fini (nous sommes à une dizaine de jours du premier mai). Il suffit que la CGT enlève ses préalables pour qu'une initiative unitaire se fasse. D'ailleurs, il n'y pas d'unanimité là-dessus dans la CGT, y compris au niveau de la commission exécutive, ce qui donne une idée pour le reste de l'organisation. Il y a certainement des divergences à la base. D'autant plus que les arguments-chocs de la CGT sont difficilement crédibles. Sur Paris, puisque c'est de cette région qu'il s'agit, il n'y a qu'à prendre les luttes aussi importantes que celles des turcs et plus générale-

ment des sans papiers, et celle des nettoyeurs du métro. La CGT en est absente, ce sont des syndiqués CFDT qui mènent ces actions. On ne peut donc pas dire que nous sommes en dehors des luttes. Cette nuit même, des camarades français et immigrés ont été encore emmenés au poste. C'est dur, dans ces conditions, de faire croire au niveau des sections syndicales, que nous sommes hors des luttes. Le troisième point, sur le PCF, passe assez mal, en particulier les dernières déclarations de Marchais. Il y a donc forcément des contradictions qui nous font espérer que tout n'est pas fini. Ainsi, sur le 95, des négociations seraient en cours. Si on arrive à quelque chose d'acceptable, ce serait très positif. On ne peut pas se contenter de cette division, les travailleurs paient forcément les pots cassés, ça laisse une marge plus importante pour le patronat et le gouvernement. Des actions sont d'ailleurs envisagées par la suite sur les problèmes de transports et du ticket modérateur.

## Ancrer réellement l'action

► Quand ils vous reprochent de n'être pas dans l'action, quels arguments mettent-ils en avant ?

C'est compliqué, car tout est mis sur le même plan. Ils ont pris l'exemple d'une action fourretout dans la Seine Saint-Denis. Un catalogue de revendications, aucune perspective d'ancrer réellement l'action. Notre UD n'a pas accepté, et ce n'est pas étonnant. Ils ont eu la même démarche pour la journée du 24 avril. Ce n'est pas là réunir les conditions d'une action unitaire. En même temps, que ce soit pour la lutte des sans-papiers ou des nettoyeurs du métro, ils sont furieux de ne pas être dans le coup. Au plus fort de la lutte des sans papier, ils sont allés voir Stoléru. Au cours de la grève

des nettoyeurs, ils n'ont pas voulu donner le chèque des collectes qu'ils avaient effectués si on ne leur donnait pas la parole au cours de l'A.G. Ce que les grévistes refusaient. Ça a duré comme ça plusieurs jours.

## Perte d'influence et changements de positions

► Des exemples de ce genre, il n'en manque pas. D'ailleurs de part et d'autre. Mais si il y a bien une attitude nouvelle, sectaire, de la CGT, comment l'expliquez-vous ?

Depuis plusieurs années, il est indéniable que la CGT est en perte de vitesse. On peut le voir aux élections professionnelles, où elle perd, pour ne citer que deux exemples, aux PTT, parmi les cheminots... L'unité d'action avec la CFDT ne lui rapporte pas en influence, et par dessus le marché, la contraint à modifier ses propres positions, ce qui développe les contradictions dans ses rangs. Il y a eu la question des augmentations hiérarchiques, et beaucoup d'autres changements depuis. Et dans la CGT, il y a une tendance «dure» qui n'accepte pas à la fois la perte d'influence et les changements de positions. C'est encore plus compliqué que dans le PCF, car il y est plus difficile de prendre des virages à 180°, dans la mesure où c'est une organisation de masse. Mais quoi qu'on en dise, il est certain que la crise interne du PCF, et plus particulièrement sur Paris, a des incidences sur la CGT. Nous sommes en train d'approfondir notre réflexion là-dessus.

## Pas l'habitude de «la guerre froide»

► Quelles sont les réactions parmi les militants ?

Il y a deux réactions, contradictoires en apparence. D'abord un sentiment de colère, car la volonté unitaire est très forte dans les sections syndicales, où bien souvent on refuse de partir en lutte s'il n'y a pas d'unité. Mais en même temps, les militants disent : «Il faut que la CFDT s'exprime». C'est vrai que plus largement, ces divisions provoquent un ras-le-bol, y compris chez de nombreux militants. Ça vient directement de l'histoire récente, en particulier de l'espoir qui a été mis dans une victoire de la gauche en 1978. Nous sommes bien sûr responsables de cette désillusion aujourd'hui, puisque nous n'avons pas mis les militants en garde contre certaines illusions. On en voit les retombées aujourd'hui. Et devant le sectarisme actuel de la CGT beaucoup sont désemparés. Pour eux, c'est une situation complètement nouvelle, ils n'ont pas connu de période de «guerre froide». Ils ne sont pas d'accord sur bien des points avec les positions de la CGT, ils n'admettent pas d'être attaqués de cette façon, et en même temps, ils sont gênés de passer à l'offensive contre ces attaques, par peur d'accroître les divisions...

► Peux-tu présenter l'initiative que vous avez prise pour ce premier mai ?

Quand on a vu l'impasse où on était, on a choisi une formule double : une manifestation du Sentier à la Bastille, pour marquer l'ancrage de la CFDT dans les luttes, puisque c'est à partir du Sentier que s'est menée la lutte des sans papiers. Et par ailleurs, un fête populaire, pour redonner au premier mai un contenu un peu différent. Il y aura des stands de luttes, des stands sur l'énergie nucléaire, sur la santé, sur l'école. Mais c'est indéniablement une situation difficile. On sait que beaucoup de gens ne vont pas vouloir choisir, particulièrement les organisations de travailleurs immigrés...

# «Pour s'en sortir, partir des travailleurs»

Discussion avec un des responsables de la fédération Gaz-Electricité CFDT

*Pourquoi sommes-nous allés voir la CFDT de l'Énergie ? D'une part parce qu'elle est engagée actuellement dans une action unitaire avec la CGT, qui s'est entre autres traduite par la grande marche des électriciens et des gaziers sur Paris. D'autre part, parce qu'une grande partie des permanents de son Conseil Fédéral ont signé l'appel à l'Union dans les luttes. Une fédération qui n'est donc pas a priori contre l'unité d'action avec la CGT, une fédération qui n'est pas «hors des luttes» comme on entend parfois dire à la CGT, une fédération qui a aussi joué un rôle déterminant dans l'information très large sur des problèmes concernant l'ensemble des travailleurs, comme le nu-*

*cléaire, les dangers de la politique actuelle du gouvernement en la matière, avec l'affaire des fissures. Nous avons donc rencontré un des responsables de cette fédération.*

## L'exemple concret de la marche sur Paris

*Sur la question de l'unité syndicale, il part d'un exemple concret, celui de la marche sur Paris.*

«Cette marche a été un succès, assez rare dans les annales des luttes à EDF. Pourquoi ? Parmi les travailleurs, il y a un sentiment de ras-le-bol. Ils trouvent impensable de rester dans cette

situation, pour eux il faut faire quelque chose. Cette marche n'arrivait pas comme un cheveu sur la soupe. Elle était incluse dans un processus d'ensemble, de luttes décentralisées. Un processus qui doit se poursuivre au mois de mai. Elle n'apparaissait donc pas comme une démarche folklorique. C'était un élément dans un ensemble. De plus, ses objectifs étaient clairs. C'étaient des objectifs revendicatifs précis, pas un fourre-tout. A l'issue de la marche, les gars savaient qu'il y avait un prolongement de l'action, qu'on n'en resterait pas là.

Dans cette lutte, l'unité d'action, on a tout fait pour la maintenir, mais pas sur n'importe quoi. Notre objectif était bien d'enclencher un processus, de

ne pas rester inactifs, mais de ne pas faire une action stérile. Comme on connaît la rigidité du pouvoir, qui décide en fait pour ce qui concerne EDF, on sait que c'est une action de grande envergure qu'il faut mener. Beaucoup de travailleurs font cette analyse : tant qu'on ne nous propose rien de sérieux, ce n'est pas la peine. Si c'est quelque chose qui prend de l'ampleur, ça vaut le coup. Et aujourd'hui, les échos qu'on a, c'est qu'il faut des actions encore plus dures. Pour la marche, on n'avait même pas donné de mot d'ordre de grève précis, ou de consigne de diminution de la production. Mais ce n'était pas la peine, les gars ont fait ce qu'ils avaient à faire d'eux mê-

mes. Il y a donc bien une volonté de lutte chez les travailleurs, et une volonté d'action unitaire.

## «Pas à sens unique»

Mais cette unité d'action ne peut pas être à sens unique. Dans la mesure où on constate une pluralité syndicale, elle ne doit pas écraser un des partenaires. Chacun doit pouvoir conserver sa personnalité, y compris ses divergences. Dans le cas précis, s'il n'y avait pas eu d'accord pour un prolongement de l'action, il n'y aurait pas eu de marche sur Paris.

## Une accumulation d'obstacles

Pour le premier mai ? Tout le monde est désolé. Mais il y avait des préalables inacceptables, comme on a dû vous l'indiquer à l'URP de Paris. Aux préalables du départ, ils ont rajouté la participation à la journée du 24 avril. Ils n'ont rien fait pour essayer d'aplanir les obstacles. Une initiative commune pour le 1<sup>er</sup> mai aurait dû se faire sur des objectifs qui respectent un minimum les orientations. Mais il est vrai que la situation politique actuelle, avec les divisions de la gauche, le «sectarisme» du PCF, rejailit dans le monde syndical. Pourquoi ? Eh bien, en deux mots, il est évident que la direction de la CGT reproduit dans le monde syndical les problèmes du PCF. «Un seul parti, une seule organisation syndicale de classe». A partir de là, il est important d'apparaître comme «la seule organisation qui prend réellement la défense des travailleurs». On ne peut séparer la division syndicale actuelle des tentatives du PCF de rééquilibrer la gauche. Il n'a pas tiré les marrons du feu comme il l'espérait. C'est le PS qui a profité de l'union. Et dans la CGT, ce problème a des répercussions assez directes.

## Une seule tactique possible

Dans ces conditions, il n'y a qu'une façon de s'en sortir, c'est à partir des travailleurs. Entre nos deux fédérations, il n'y a pas eu que des accords. Le 28 mars, il y a eu rupture, sur des problèmes de fond. L'unité, quand elle se fait, ne peut réussir que sur la base du travail fait au niveau des syndicats, des régions. Et dans la CGT, tout le monde n'est pas non plus unanime. Il y a des travailleurs qui veulent aller plus loin, on l'a vu au cours de la marche. La direction syndicale est obligée d'en tenir compte quand même. Dans ces conditions, si l'action se développe sur le terrain, la critique globale du recentrage à laquelle ils nous soumettent de toutes façons, n'a plus autant de prise. Pour nous, c'est la seule tactique possible, car la politique actuelle de la direction CGT risque de se poursuivre un certain temps. A moins que des événements ne la contraignent à y renoncer.»

# «Tout de même, le recentrage...»

Discussion avec un responsable CGT du commerce parisien

Et à la CGT, comment est ressenti, expliquée cette division syndicale qui dépassera très probablement le premier mai ? Nous en avons discuté avec André Desrichard, secrétaire général de l'Union des Syndicats du Commerce Parisien. Le commerce, une branche où les luttes n'ont pas manqué ces derniers mois, et où une première victoire a été remportée, par une importante mobilisation, sur les prétentions des patrons à ouvrir les magasins le dimanche. Une lutte où, de fait, la CGT a été le plus souvent à l'initiative, les structures CFDT bloquant la plupart du temps, malgré une opposition certaine d'une partie des syndiqués. Un secteur où les relations intersyndicales ne sont guère au beau fixe, et où les rancœurs et accusations s'alimentent d'une série de «petits faits» quotidiens, qui arrivent peu ou prou à coller avec l'image globale du «recentrage» CFDT, dans l'esprit de plus d'un syndicaliste CGT. Cela dit, on sent une certaine gêne dans cette discussion, rien à voir avec la belle assurance dont font preuve certains cégétistes, contre vents et marées. Rien n'est présenté comme certain, c'est plutôt des hypothèses... Pour résumer, «on défend la position CGT sans vouloir dire à tout prix qu'elle a raison, mais quand même, le recentrage, c'est inquiétant...»

«Tout le monde est un peu désorienté. L'unité est ressentie comme une nécessité si on veut frapper un grand coup... On l'a vu dans les actions qui se sont développées dans le commerce ; il n'y a qu'à rappeler l'initiative commune du 25 septembre, qui a certainement été déterminante pour la suite...»

Cela dit, c'est une période difficile pour l'unité avec la CFDT. Ne parlons pas de FO, c'est au point mort, au point zéro, depuis un bout de temps. Mais pour la CFDT, je me demande par exemple s'ils ne sont pas un peu gênés d'être les seuls hors du coup, pour le 24 avril,

puisque même la FEN, poussée par la base il est vrai est dans l'action ces jours-ci.

## «C'est l'analyse de la situation qui pose problème»

Pour le 1<sup>er</sup> mai, des éléments ont déjà été rendus publics. Ça a accroché sur des problèmes de fond, pas pour savoir à quel endroit on allait manifester. C'est l'analyse même de la situation qui pose problème. Pour aller vite, la CFDT pense que dans la période actuelle, les travailleurs sont résignés, qu'il n'y a pas de possibilité d'obtenir des reculs du patronat. Pourtant, les actions qu'on mène en ce moment dans divers grands magasins sont majoritaires. Je peux te donner l'exemple d'un grand magasin à Montreuil, où il y a essentiellement des femmes, avec un salaire de 2 500 F par mois, et qui ont fait quatre semaines de grève. Dans ces conditions, faire grève, c'est certainement dur. Mais quand on est déterminés, c'est possible. Il n'y a qu'à voir aussi les nettoyeurs du métro. Ils en sont à plus d'un mois de grève, pourtant leurs salaires ne sont pas lourds.

Revenons-en au 1<sup>er</sup>. Il y a eu deux réunions, la deuxième devant servir à rédiger le tract d'appel. Mais il y a eu des problèmes de fond sur le texte de la CGT. Dans celui de la CFDT, il n'y avait rien qui remettait en cause la politique du pouvoir. Ils n'ont pas voulu qu'on parle de «consensus» dans le texte d'appel. Il n'y avait rien sur les atteintes contre les libertés. Ils n'étaient pas d'accord sur le problème de la campagne anti-communiste. Pourtant, sans vouloir donner raison au PC, la CGT reprenait-là une des orientations de son 40ème congrès sur le fait que les campagnes anti-communistes aboutissent à une division des travailleurs... Il y avait aussi des problèmes sur les questions internationales...»



## Vague ou vide ?

Visiblement, les mêmes faits n'ont pas été vus avec les mêmes lunettes. Au point que pour bien des militants CGT, il n'y avait strictement rien dans le texte proposé par la CFDT, et que là où la CFDT voulait rester volontairement vague pour qu'un accord où tout le monde y retrouve ses petits puisse se faire, on voit de l'autre côté une absence complète de propositions. Remarquons tout de même que les accusations cégétistes frisent la déformation, si on se rapporte aux textes proposés par la CFDT. Et que sur «les problèmes internationaux», on n'est pas très précis du point de vue CGT. On est bien obligé de reconnaître que l'Afghanistan n'a pas arrangé les choses...

## Des exemples à la pelle

Alors, qu'est-ce qui est mis en cause précisément ? «Dans les divergences actuelles, il y a des éléments préoccupants dans les déclarations de responsables confédéraux de la CFDT. Il y a eu leur position sur la sidérurgie, il y a eu les déclarations fracassantes de Chêrèque sur l'automobile. Il y a eu, au cours des

négociations sur la durée du travail, l'abandon de la revendication des 35 h sans perte de salaire. Et puis l'abandon du SMIC à 2 900 F. Dans notre secteur, ce n'est pas sans répercussion. Dans les grands magasins, la CFDT parle aujourd'hui «de salaire réel brut de 2 700 F», c'est-à-dire tout compris. Au Printemps Nation, elle a signé un accord avec la direction sur les salariés forfaitaires, pour qu'ils passent de 47 h à 42 h payées 45 h. Cela veut dire dans tous les cas une perte de salaire de 140 F par mois. Il n'y a pas eu de consultation du personnel. Tu me diras que ça ne concerne que 21 personnes, mais c'est une brèche. Ils font des heures en moins, mais ils touchent moins, le travail global reste le même, et il n'y a pas d'embauche. Cela veut dire plus de travail pour tout le monde, et la possibilité pour les patrons de s'appuyer sur ce recul pour essayer de l'imposer ailleurs.»

Ce type d'exemple, évidemment critiquable à 100 %, on le trouve malheureusement des deux côtés, et on peut se demander jusqu'à quel point ils peuvent servir à démontrer quoi que ce soit.

Suite page 6

Suite de la page 5

«Il y aura des militants de la CFDT...»

«Ceci étant, je suis persuadé qu'il y a des militants CFDT qui se posent des questions, et qu'il y en aura à la manifestation du 24 avril. On a vu cela au cours de la lutte sur les dimanches, des militants, des syndiqués CFDT participer aux initiatives CGT, malgré le refus de leur organisation».

Ce n'est pourtant pas comparable, une action sur un objectif aussi précis que le refus du travail le dimanche, et une initiative interprofessionnelle «sans avant, sans après», comme il s'est clairement avéré qu'était l'initiative CGT du 24. Cela dit, et sans doute pour faire bonne mesure, il affirme : «Le 24 n'est pas une fin en soi. Il s'appuie sur des revendications spécifiques à chaque secteur. Cela peut redonner un coup de fouet pour les actions en cours». Il suffisait pourtant d'entendre les quelques mots d'ordre de cette manifestation, «Union, action avec la CGT», ou «Non au consensus», pour être persuadés du contraire.

«Le caractère de classe de notre organisation»

Alors, au-delà de ce constat, difficile à établir pour bien des syndicalistes, pourquoi en est-on là ?

«Devant cette situation, il y avait deux possibilités. Cacher les divergences, ou s'exprimer sur les problèmes de fond, devant les travailleurs. On ne peut pas faire n'importe quelle unité. Si on réfléchit un peu, on estime que si on acceptait le texte de la CFDT, on remettrait en cause le caractère de classe de notre organisation, en particulier sur l'analyse de la crise. Je ne pense pas que ce soit par esprit de chapelle. Bien sûr, chacun essaie de justifier ses positions. Mais il ne semble qu'il y a de quoi être inquiet quand on entend certaines déclarations. Je me demande si avec le temps, les divergences qui se sont exprimées à Brest lors du congrès CFDT, ne se sont pas effacées, si le recentrage n'a pas pris effet dans un grand nombre d'organisations. Quand on voit les difficultés dans les entreprises...»

«L'unité ne se fera pas au sommet»

Pourtant, il est indéniable que globalement, la CGT a subi des reculs, depuis un bon moment, dans toute une série d'élections. A quoi ce phénomène est-il dû ? «C'est sans doute vrai, mais on constate qu'elle progresse là où on fait la clarté, où on s'explique. Ce n'est pas toujours simple, il y a beaucoup d'interrogations chez nos militants. On l'a encore constaté lors d'assemblées de militants pour le 1<sup>er</sup> mai. C'est la première fois que dans les magasins populaires, où on est pourtant pratiquement le seul syndicat, on a été critiqués sur la question de l'unité, où on nous a dit qu'il fallait en finir avec ces querelles. C'est pour cela qu'on n'est pas pessimistes, l'unité n'est pas rompue à tout jamais. Mais pour ma part, je suis persuadé que c'est dans les luttes qu'on la fera, je ne suis pas sûr du tout qu'on la fera au sommet. Parce qu'il y a trop de divergences, des conceptions différentes, des perspectives différentes, y compris sur les luttes.»

Lyon, Saint-Etienne, Dijon...

«Pas de préalable, dépasser les divergences ?»

«Pas de préalable l'unité d'action, une CFDT offensive pour dépasser les divergences», ainsi titrait CFDT Rhône-Alpes de fin mars. Et on peut lire dans l'éditorial : «Qu'est-ce qui bloque ? Certes le poids de la crise, les licenciements, le chômage qui ne cesse de s'accroître, pèsent lourdement sur les travailleurs. L'absence de débouché politique également, mais à cela il faut ajouter un élément très important dans la période : l'unité d'action CFDT-CGT est en crise. Aujourd'hui les travailleurs ne comprennent pas ce qui se passe, s'interrogent face à la situation. Après une dynamique de désunion largement alimentée dans le courant de l'été, il y a eu l'accord d'unité d'action en septembre, qui a redonné confiance et qui a permis le développement de l'action. A la suite de divergences sur l'affaire afghane, tout est remis en question. La réponse négative du Comité Régional CGT à notre demande de rencontre se situe pleinement dans ce cadre.»

Au niveau de la région Rhône-Alpes, les structures CFDT, tout en refusant les préalables mis par celles de la CGT, avaient donc pour objectif d'arriver à des accords au niveau des UD, pour éviter de «bloquer le développement de l'action unitaire». Dans le Rhône, la Côte d'Or, la Loire, il y aura effectivement des manifestations unitaires, sur des bases de compromis. Pour ceux qui, du côté CFDT, ont été partisan de passer des compromis avec la CGT, il s'agissait avant tout de ne pas désorienter davantage les travailleurs, de tout faire pour conserver les possibilités d'une action unitaire nécessaire, sans pour autant accepter le préalable de la CGT. Ainsi, dans le Rhône ou la Loire, les deux organisations ont condamné le consensus, la CFDT du Rhône ne se sentant ainsi nul-

lement visée par les insinuations de la Confédération CGT. De même, sur les questions internationales, elles affirment leur soutien aux peuples du monde, en général. Dans le même temps, les responsables CFDT du Rhône ont tous signé la pétition condamnant les accusations portées par le PCF contre Edmond Maire sur la question algérienne. Ainsi, ils estiment ne pas être passés sous les fourches caudines de la CGT, puisque rien dans le texte de compromis n'est vraiment en contradiction avec leurs orientations. Une position qui ne fait certes pas l'unanimité, mais qui coupe un peu, selon eux, l'herbe sous les pieds aux critiques globales du recentrage effectuées par la CGT...

Nantes : une seule manifestation, des accords clairs. Pourquoi donc ici et pas ailleurs ?

A Nantes, les deux unions locales ont elles aussi signé un accord pour une manifestation unitaire le 1<sup>er</sup> mai. Nantes, c'est aussi une situation bien spécifique, tant du côté CGT que CFDT. Cette dernière y discute sur un pied d'égalité avec la CGT depuis longtemps. Et il y a toujours eu à Nantes une politique systématique d'unité d'action, la CFDT ne se lançant quelquefois dans certaines initiatives que si la CGT y participe. Cela a été le cas, par exemple au moment de l'affaire des comités de soldats, où finalement la CGT a participé, ce qui est plutôt rare. Et pour ce 1<sup>er</sup> mai, les choses ont semblé-t-il être simples. Pour les deux UL, il s'agit simplement du prolongement de l'accord passé entre les deux UD en février 1980, sur trois objectifs : les bas salaires, les 35 heures, la lutte pour les libertés syndicales, auxquels



Il y a un an, lors des Etats généraux sur l'emploi dans le Rhône : une initiative unitaire qui avait largement mobilisé les travailleurs

ont été rajoutés le droit à la santé, et la lutte contre les expulsions de travailleurs immigrés. Des objectifs précis, clairs, et cela ne manque pas d'irriter la direction CGT, et les instances fédérales du PCF. Au total, les travailleurs sont plutôt satisfaits de cette situation. Et l'initiative prévue par les signataires de l'union dans les luttes, vue la façon dont s'est faite l'unité syndicale, y ont renoncé.

anticommuniste». Au niveau de l'UD, la plupart des permanents cégétistes ont d'ailleurs signé l'appel à l'union dans les luttes, et cela ne manque pas d'irriter la direction CGT, et les instances fédérales du PCF. Au total, les travailleurs sont plutôt satisfaits de cette situation. Et l'initiative prévue par les signataires de l'union dans les luttes, vue la façon dont s'est faite l'unité syndicale, y ont renoncé.

UNION DANS LES LUTTES

«Il y a tellement de choses qui se passent et qui n'existent pas...»

Que va faire le Collectif d'appel à l'Union dans les luttes ? C'est ce que se sont demandé bien des gens qui refusaient de choisir, qui pensaient qu'on pouvait faire quelque chose autour des luttes en cours dans la région parisienne, débattre, y compris, sur les divisions actuelles. Et au fil des rencontres, l'idée d'un rassemblement s'est précisée. Un rassemblement qui n'avait pas pour objectif de faire concurrence aux manifestations syndicales, mais qui voulait faire autre chose, sur les luttes locales, le chômage, les luttes dans les entreprises, les quartiers. Affirmer une volonté «de poursuivre, au-delà des circonstances». «Il y a tellement de choses qui se passent et qui sont tellement étouffées qu'elles n'existent pas», disent les initiateurs de l'appel. Et petit à petit, collectifs ou comités de chômeurs, boîtes en lutte comme Darboy, groupes femmes, associations de quartier, radios libres ont décidé de venir aux forums qui se tiendront à Beaubourg ce 1<sup>er</sup> mai à dix heures, de les prendre en mains eux-mêmes. Et au fil des jours, la dimension possible de ce rassemblement s'est étoffée de propositions concrètes, qu'il sera fort intéressant de suivre... »



Dans l'imprimerie Darboy occupée, débat avec Guy Bois, Stello Farandjis et d'autres signataires de l'appel à l'Union dans les luttes

DARBOY A MONTREUIL Une radio libre pour lutter et débattre

Darboy, une imprimerie à Montreuil. Ils en sont à leur quatrième mois d'occupation contre la fermeture. Ils sont syndiqués à la CGT, ou non-syndiqués. Mais ils veulent

tous faire connaître leur lutte, connaître les luttes des autres secteurs que ce soit dans les boîtes, ou dans leur ville. Ils ont remis leurs machines en route, au service de ceux qui se battent. Parce qu'ils n'admettent pas les divisions actuelles au niveau syndical, parce qu'ils veulent contribuer au rassemblement des luttes en cours, ils ont signé collectivement l'appel de l'union dans les luttes. Aujourd'hui, ils prennent d'autres initiatives, toujours dans le même sens : «Avec le Comité de Soutien et avec l'aide de la fédération des radios libres, nous avons discuté de l'intérêt de réaliser quelques émissions de radio libre dans l'entreprise. Boycotté par la presse et les différents médias (on s'en doutait !), nous pensons que cela peut-être non seulement un moyen d'expression pour faire connaître notre lutte, mais aussi un lieu de rencontre, d'échange, d'expérience et d'interrogations sur comment lutter aujourd'hui face au gouvernement, aux patrons ? quelles perspectives pour nos luttes ?» D'ores et déjà, toute la semaine du 1<sup>er</sup> mai, l'entreprise Darboy va vivre à l'heure des radios libres et du débat. D'abord sur la lutte elle-même, et les problèmes du livre. Mardi, les solutions de lutte qu'on peut trouver face à la crise, contre le chômage. Mercredi, «vivre à Montreuil», principalement axé sur les problèmes de l'emploi. Le soir du 1<sup>er</sup>, «l'unité des travailleurs et l'appel à l'union dans les luttes. Enfin, vendredi, les radios libres au service des luttes. Là encore, une série d'initiatives intéressantes, et pouvant déboucher sur d'autres propositions concrètes...

L'opération militaire américaine qui vient d'échouer en Iran n'aura pas pour seule conséquence la détérioration des rapports entre les Etats-Unis et l'Iran. Dans le contexte international actuel, caractérisé par une augmentation des risques d'affrontement entre les 2 superpuissances, cet événement revêt une gravité exceptionnelle et démontre une fois de plus que l'impérialisme US est prêt à aggraver les menaces qui pèsent sur la paix mondiale, au mépris de la sécurité des peuples et à la seule fin de sauvegarder ses intérêts, alors que dans le même temps, les Etats-Unis ont pratiquement accepté comme un fait accompli l'invasion de l'Afghanistan et le massacre de tout un peuple par les chars soviétiques. Et Carter d'invoquer des motifs «humanitaires» (la libération de ses ressortissants) pour tenter de justifier son intervention militaire qui aurait pu provoquer la mort de centaines de personnes, voire une conflagration mondiale.

«Violation évidente de l'intégrité, de l'indépendance et de la souveraineté de l'Iran», (...), «Menace dangereuse contre la paix et la sécurité internationales», c'est en ces termes qu'un communiqué commun publié dimanche 27 avril à la suite de la visite du ministre des Affaires étrangères en Syrie, commente le raid US manqué. L'ensemble des pays arabes condamne l'agression américaine (à l'exception de l'Egypte d'où une partie des commandos a décollé). Pour la Ligue Arabe, elle constitue «un revirement redoutable qui a transformé les données de la crise irano-américaine et risque de se répercuter sur la paix mondiale et sur les impératifs de la sécurité dans la région arabe».

La Chine, pour sa part, voit dans cette opération une «détérioration de la situation» qui peut profiter aux visées expansionnistes de l'URSS et prône l'urgence de négociations entre les USA et l'Iran.

#### L'EUROPE SE TIRERA-T-ELLE DE CE MAUVAIS PAS ?

L'Europe mise devant le fait accompli par les Etats-Unis est partagée entre la nette impression de s'être fait forcer la main en votant des sanctions contre l'Iran en échange de la promesse américaine de ne pas intervenir militairement et l'impossibilité de se «désolidariser» sans permettre à l'URSS d'exploiter la

## Le raid US en Iran

# UNE ETAPE DANS L'AGGRAVATION DE LA RIVALITE USA — URSS

tuation à son profit. L'Europe déjà compromise aux yeux des Iraniens par sa décision d'appliquer des sanctions contre l'Iran (réduction du personnel diplomatique, rétablissement de visas pour les citoyens iraniens, blocage des exportations d'armes vers l'Iran) a-t-elle dans l'état actuelle de l'unité européenne sur les problèmes de défense, les moyens de refuser la logique où l'entraîne l'impérialisme américain ? Certes, dans les différentes capitales européennes, on exprime sa «pré-occupation par rapport à la gravité de la situation» mais en dernier recours, on estime que «l'heure est à la solidarité» avec les Etats-Unis. C'est du moins ce que Giscard indiquait dimanche. Si les plus proches alliés de Washington, on pense surtout à la Grande-Bretagne, seraient tentés de faire partager à leurs partenaires européens un alignement accru sur la politique américaine ; la

déconvenue suscitée par l'attitude des Etats-Unis peut provoquer l'effet inverse sur les pays qui oscillent tantôt vers un rapprochement avec les USA, tantôt vers la détente et le dialogue avec Moscou. L'URSS ne va pas manquer d'exploiter l'agression américaine en Iran, pour tenter d'attirer vers elle la RFA et la France sur le thème : «Les Etats-Unis vous entraînent vers la guerre...» La Pravda souligne déjà la faiblesse de la position européenne qui en votant les sanctions contre l'Iran aurait permis aux Etats-Unis d'entreprendre des actions massives. Quelle sera l'attitude européenne face aux sirènes de Moscou ? Au cours de la visite de Gromyko à Paris, les dirigeants français s'étaient promis de questionner le représentant soviétique sur les interventions de son pays en Afghanistan, n'a pas permis d'avancer d'un pouce. Giscard en tirera-t-il les con-

séquences qui s'imposent ou en restera-t-il aux vagues promesses d'un hypothétique retrait d'Afghanistan ? De même sera-t-il toujours question de «détente» lors de la visite que doit effectuer prochainement Schmidt à Moscou ?

#### UNE INTERVENTION N'EN CACHE PAS UNE AUTRE

Quoi qu'il en soit, l'URSS exploitera au maximum la situation pour tenter de faire oublier son invasion de l'Afghanistan. L'URSS qui vient aujourd'hui de tirer parti de l'échec de l'agression américaine va probablement accentuer ses pressions sur l'Iran pour tenter de prendre la place laissée par les Etats-Unis.

L'Iran vient de conclure d'important accords économiques avec l'URSS, la RDA et la Tchécoslovaquie croyant ainsi échapper au

blocus économique américain. Les sanctions votées par la CEE ont sans doute également contribué à cette décision. L'URSS semble marquer des points en Iran, mais il ne faudrait pas en conclure aussi rapidement que Téhéran abandonne sa vigilance. Comme on lui demandait si les récents événements amorçaient de nouvelles orientations dans la politique étrangère de l'Iran, Bani Sadr s'est montré formel sur l'attitude de l'Iran «qui restera (...) une politique d'indépendance ne s'appuyant ni sur les superpuissances soviétiques ou américaines, ni sur tout autre gouvernement ou pouvoir». Le président iranien a demandé une réunion extraordinaire des pays non-alignés pour l'aider à «contribuer à la lutte contre l'impérialisme».

Franck ROUSSEL

«Incidents dans plusieurs universités», «Caen : affrontements violents entre la police et des étudiants», «La tension persiste dans les universités» : à grand renfort de titres-chocs, la grande presse découvre la lutte des étudiants. Découverte bien tardive car cela fait déjà quatre mois que la mobilisation est engagée...

Après l'importante mobilisation des étudiants d'Angers au mois de janvier, contre les menaces d'expulsion visant deux étudiants marocains, la lutte s'est en effet étendue à de nombreuses universités : Rouen, Amiens, Nantes, Brest, Poitiers... Par milliers les étudiants se sont mis en grève et ont manifesté pour s'opposer aux mesures d'expulsion frappant plusieurs étudiants étrangers. Cette mobilisation a d'ailleurs contraint le gouvernement à reculer dans de nombreux cas.

#### CONTRE L'UNIVERSITE D'APARTHEID

Mais, pour un grand nombre d'étudiants il est apparu nécessaire de ne pas s'en tenir à la lutte contre quelques cas concrets d'expulsion, mais de combattre les mesures racistes du gouvernement à l'université : l'objectif du pouvoir est en effet de réduire le nombre d'étudiants étrangers de 110 000 à 80 000 environ, pour «améliorer la qualité du recrutement», car comme le précise Saunier-Seïté, ministre des universités : «Le trop grand nombre d'étudiants étrangers fait baisser le niveau des facultés françaises».

Pour mettre en place son université de l'apartheid, le gouvernement s'est doté de deux lois

racistes : la circulaire Bonnet et, en décembre 1979, le décret Imbert. Ce décret instaure une répartition arbitraire des étudiants étrangers dans les universités (ce n'est donc pas l'étudiant qui choisit sa faculté). Il établit des quotas fixant à priori le nombre d'étudiants étrangers, et pour organiser la sélection, il impose un examen de Français afin de leur barrer l'accès à l'université.

C'est contre cet examen, organisé en mars, que de nombreux étudiants — français et étrangers — se sont mobilisés. Dans la région parisienne, à Arcueil, 1700 étudiants étrangers l'ont boycotté ainsi qu'à Grenoble où 200 étudiants sur 218 ont refusé de se présenter à l'examen, massivement soutenus par plusieurs milliers d'étudiants.

La bourgeoisie espérait que les vacances de Pâques sonneraient le glas du mouvement. Mais ses espoirs ont rapidement été déçus :

● A Paris, 41 étudiants étrangers ont entamé une grève de la faim à Censier (dont ils seront expulsés par les CRS), soutenus par des étudiants de plusieurs universités parisiennes.

● A Nice, les étudiants en éducation physique, en grève depuis le 4 mars contre la suppression de

# LE MOUVEMENT ETUDIANT A LA RECHERCHE D'UN SECOND SOUFFLE

leur section sont soutenus par les étudiants en droit, sciences éco, lettres et sciences. Ils occupent les locaux administratifs de l'université.

● A Grenoble, dès le lundi de la rentrée, la grève a été revotée massivement dans toutes les universités, sauf en droit. Le bâtiment administratif de la faculté de sciences — d'où les étudiants avaient été expulsés pendant les vacances par la police — a été réoccupé. Mais pour peu de temps car 19 cars de CRS l'ont encerclé dans la nuit du 22 au 23 avril et 86 étudiants ont été arrêtés. Relâchés dans l'après-midi, ils sont inculpés pour occupation illégale sur plainte des présidents d'université.

● A Lyon, l'université de lettres est en grève, 2 000 étudiants ont manifesté alors que 36 étudiants font la grève de la faim.

● A Caen, la grève a repris à la rentrée contre les lois racistes et contre le projet de réforme du statut des surveillants (ce projet prévoit la disparition des surveillants-étudiants remplacés par des surveillants professionnels plus dociles). De violents affrontements ont eu lieu devant le rectorat et sur le campus investi par les CRS. Treize étudiants ont été interpellés et sont menacés de poursuites judiciaires.

La riposte s'organise contre les provocations policières, avec le soutien de la CGT, de la CFDT et de la FEN.

#### L'EXPRESSION D'UNE REVOLTE PROFONDE

Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants en lutte : une telle mobilisation — que l'on n'avait pas vue depuis 1976 — exprime la force des aspirations anti-racistes et de la solidarité avec les étudiants étrangers existant parmi les étudiants français. Mais la lutte contre le racisme ne saurait à elle seule rendre compte de l'ampleur de la mobilisation étudiante.

Pour de nombreux étudiants la politique raciste du gouvernement à l'université n'est qu'un élément d'une restructuration plus importante qui se met en place progressivement avec la remise en cause de la loi d'orientation de 1968, au travers de la réforme du 2<sup>e</sup> cycle, avec la réforme du statut des enseignants, avec la carte universitaire en préparation. Restructuration qui s'opère sur un fond de crise alors que la menace du chômage plane sur un grand nombre d'étudiants, de plus en

plus conscients et inquiets de l'avenir qui les attend. Cette prise de conscience amène un certain nombre d'étudiants à s'interroger sur la politique d'ensemble suivie par la bourgeoisie aujourd'hui et sur les possibilités de lutte pour la mettre en échec.

Ainsi les étudiants en lutte ont-ils pris un certain nombre d'initiatives de liaison avec les syndicats ouvriers, avec les travailleurs immigrés en lutte, avec les organisations et associations de lutte contre les lois racistes. Cette volonté de liaison avec les travailleurs devrait trouver son prolongement dans la participation des étudiants à la manifestation nationale du 10 mai contre les lois racistes à Paris.

Si la volonté de lutte des étudiants est restée intacte, le mouvement se trouve confronté à une volonté de répression de la part du pouvoir (plus d'une centaine d'étudiants sont inculpés à l'heure actuelle) et aux menaces d'annulation des examens de la session de juin dans plu-

sieurs facultés. De nombreux étudiants ressentent la nécessité d'approfondir le débat sur les perspectives du mouvement, sur les formes d'action à développer. Beaucoup aspirent à un élargissement de la lutte au plan national. Mais les syndicats étudiants — trop préoccupés par la tenue de leur congrès respectif et par leur querelles intestines — n'ont rien fait pour aider à l'extension de la lutte. Celle-ci s'est développée en grande partie en dehors d'eux — et parfois s'organise à travers différentes coordinations régionales et nationales.

Définir les perspectives pour la poursuite du mouvement, œuvrer au renforcement et à l'organisation du courant combatif apparu dans la lutte, tels sont, pour de nombreux étudiants, les enjeux actuels de la mobilisation. La coordination nationale qui se tiendra à Grenoble le 30 avril devrait permettre d'avancer dans ce sens.

Yves DERENNE

Directeur de publication : R. Rodriguez  
Imprimerie IPCC (Paris)  
Commission paritaire en cours

Contre l'instabilité de leur emploi, pour le respect de leurs droits, des droits égaux aux emplois stables : les nettoyeurs du métro luttent depuis six ans

# 1 000 hors-statuts dressés contre la RATP

La multiplication des catégories, des statuts parmi les travailleurs se développe particulièrement aujourd'hui. Cette politique patronale qui se caractérise notamment par l'embauche de plus en plus massive de travailleurs temporaires, intérimaires, a plusieurs objectifs :

● La plupart du temps, ces travailleurs ne bénéficient pas des mêmes droits, avantages et acquis arrachés par les travailleurs fixes de l'entreprise, avantages consignés dans les conventions collectives et plus généralement ce qu'on appelle les statuts, d'où leur nom de «hors statuts». Le premier avantage pour le patronat est de faire des économies substantielles qui lui permettent de mener à bien ses objectifs de rationalisation face aux concurrents plus puissants.

● Deuxième avantage : les «hors statuts», du fait du caractère bien souvent

instable de leur emploi (sous contrat), ont des possibilités de lutte très difficiles.

● Troisième avantage : si les «hors statuts» sont nombreux, les possibilités de lutte sont moindres y compris pour les travailleurs aux emplois stables qui se retrouvent en effet de moins en moins nombreux, donc avec moins de moyens de pression.

En fin de compte, cette politique permet au patronat de remettre en cause les avantages acquis et droits de lutte de l'ensemble de la classe ouvrière.

La lutte contre cette politique de nivellement par le bas des droits salariaux, syndicaux et autres est donc primordiale. Pour être efficace, elle nécessite bien évidemment que les travailleurs hors statut eux-mêmes soient à l'avant-garde

de cette bataille ; bataille tout d'abord pour leurs droits de hors statuts qui, même minimes ne sont bien souvent pas respectés, bataille ensuite de longue haleine pour l'égalité des droits avec les emplois stables, bataille aussi contre le caractère instable de leur situation, contre l'arbitraire patronal que cela permet.

Cette lutte, dont il faut travailler évidemment à ce qu'elle soit soutenue par les travailleurs fixes, n'est assurément pas facile pour les hors statuts, justement du fait de leur situation précaire. Et pourtant, cette lutte, plus de mille travailleurs hors statuts dépendant de l'une des plus grosses entreprises de Paris — la RATP — la mènent depuis un certain temps déjà, avec un certain nombre d'acquis en la matière ; il s'agit des nettoyeurs du métro parisien, actuellement en lutte.

sachant ni lire, ni écrire le français.

Si le problème de la langue pouvait être — temporairement d'ailleurs — résolu dans les réunions de délégués du personnel, ou les nettoyeurs peuvent se faire accompagner par des militants français, tel n'était pas le cas pour les réunions du Comité d'entreprise : «Les patrons», raconte Bernard, militant CFDT, en profitaient, utilisaient tous les moyens pour mépriser et ne pas prendre en compte les revendications des nettoyeurs. Le délégué immigré qui prenait la parole était coupé «non, tu ne sais pas parler français, tu t'écrases !». Ou alors carrément les patrons faisaient semblant de ne pas comprendre ce que les délégués disaient pour éluder les questions...». La langue constituera donc un problème très important pour l'application des droits syndicaux.

Le syndicat CFDT RATP devra engager un travail spécifique d'alphabetisation «Alphabetisation d'abord dans un premier temps vis à vis des militants immigrés. Il y en avait de très grande valeur mais ne sachant guère le français. Mais l'alphabetisation générale aussi qu'il nous faudra cette fois imposer aux patrons dans le cadre des CE, dans le cadre des 1% réservés à la formation professionnelle» raconte Bernard.

## Le problème de la langue

«C'est le fait que l'ensemble des nettoyeurs cette fois ne connaissant pas le français», raconte André, il était difficile de leur expliquer les modalités pratiques des différentes élections professionnelles : et leur enjeu aussi, enjeu très important à l'époque puisque première étape de construction du

Par Richard FEUILLET

syndicat.» Il y eut donc nécessité de la part du syndicat parallèlement à l'alphabetisation, d'une politique de traduction, donc d'explication dans la langue natale de chaque nettoyeur par les militants immigrés, de l'enjeu des élections professionnelles, lors d'assemblée générale nombreuses.

Ce travail de traduction existant à l'époque, on le retrouve aujourd'hui dans les assemblées générales de la grève actuelle et aujourd'hui comme hier, il les allonge de trois, quatre ou cinq fois. Une perte de temps ? Evidemment non, il s'agit de la condition minimum et essentielle pour que les nettoyeurs immigrés comprennent et donc se déterminent en pleine connaissance de cause sur les propositions, explications du syndicat. Ce sera dès 1976 un aspect important d'un syndicalisme qui se voulait de masse.

Le travail de traduction à court terme et d'alphabetisation à plus long terme, devenaient donc, dès cette époque, des nécessités spécifiques du travail syndical en direction des nettoyeurs et sans lesquelles on n'aurait pu parler de syndicalisme au service des travailleurs. Mais dans les années 1970 toujours, outre le problème du langage, en existait un autre — bien balayé depuis ! — qui contribuera à freiner l'organisation des travailleurs et notamment leur compréhension à s'organiser syndicalement.

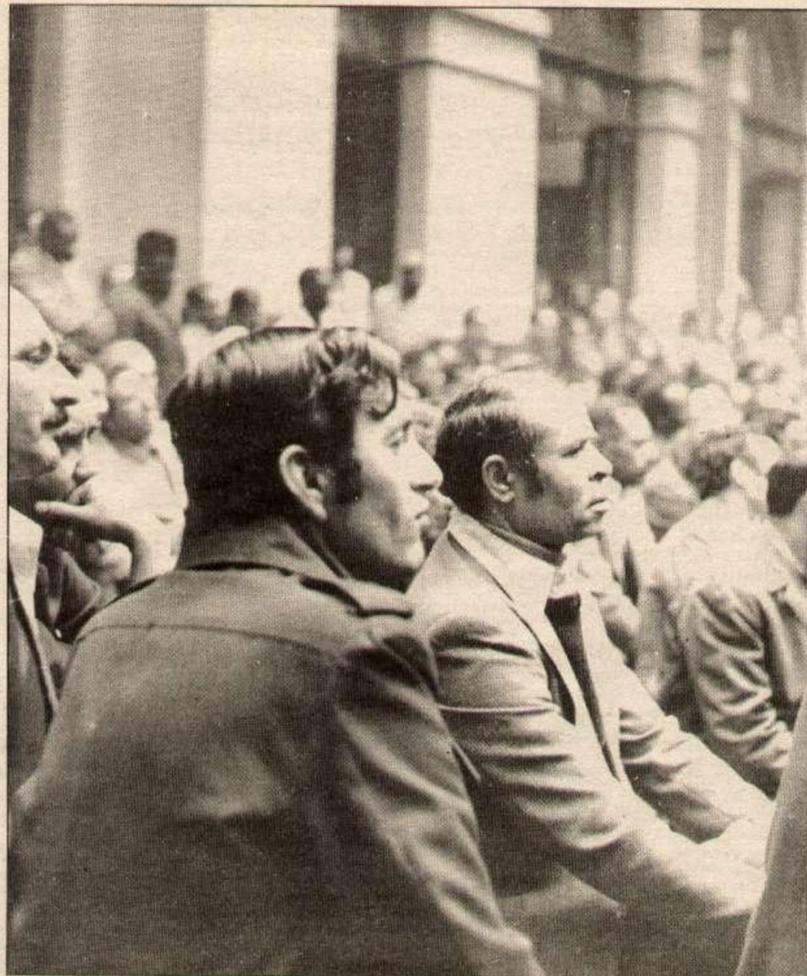
## Inadaptation du droit syndical

Ce problème ? Le droit syndical de notre pays qui est fondamentalement le résultat du rapport de force et des différentes batailles menées par la classe ouvrière française depuis plusieurs dizaines d'années, ne correspondait évidemment pas beaucoup aux traditions d'une bonne partie des nettoyeurs qui bien souvent n'étaient pas depuis longtemps en France, et se trouvaient de ce fait pour la plupart plongés alors que cela n'avait jamais été le cas, brusquement dans une société capitaliste industriellement très développée : aujourd'hui encore d'ailleurs, certaines formes de lutte sont parfois encore incomprises, comme les manifestations.

Malgré cet obstacle qui sera surmonté progressivement, les hors-statut RATP que sont les nettoyeurs arriveront à la veille de leur grève de juin 1977, avec un certain nombre d'acquis : ils ont obtenu de 1975 à 1977, pour une partie des entreprises en tout cas, que leurs droits salariaux (convention collective de la manutention ferroviaire) et syndicaux soient appliqués.

## Egalité avec les emplois stables

Mais — dernier aspect important de la lutte des nettoyeurs — si pour des hors statuts, mener la lutte progressivement pour des droits égaux avec les emplois stables doit être leur objectif, cette lutte connaît forcément rapidement des limites. D'une part, parce que les avantages qu'ils peuvent obtenir ne durent que le temps de leur contrat qui est limité. Ensuite, le caractère précaire de leur statut, le fait que, bien souvent, ils sont à la merci d'un licenciement arbitraire, fait que les hors statuts ne peuvent mener des luttes telles qu'elles



la direction de la RATP sera contrainte de recevoir une délégation de nettoyeurs du métro (la comité de grève) lesquels nettoyeurs, avaient été accompagnés, au siège de la RATP, par des Grands Augustins, par des travailleurs fixes de l'entreprise. La direction de la RATP s'engagera à cette réunion à étudier rapidement l'exigence des nettoyeurs de ne plus descendre sur les voies ramasser les papiers alors que le courant de 750 volts n'était pas coupé. Il a fallu encore aux nettoyeurs un mois de grève et des arrêts de travail fréquents par la suite mais ils finissaient par obtenir le droit à la sécurité comme pour les emplois stables.

Dans la foulée, la grève de juin 1977 allait obliger également la direction de la RATP à admettre que les nettoyeurs embauchés comme hors-statut au départ avaient droit à des locaux-vestiaires pour se changer, de la même manière que les emplois stables de l'entreprise. Même début d'égalité des droits en ce qui concerne le fait que la direction RATP doive doter en vêtements les nettoyeurs.

## Egalité avec les emplois stables

Mais — dernier aspect important de la lutte des nettoyeurs — si pour des hors statuts, mener la lutte progressivement pour des droits égaux avec les emplois stables doit être leur objectif, cette lutte connaît forcément rapidement des limites. D'une part, parce que les avantages qu'ils peuvent obtenir ne durent que le temps de leur contrat qui est limité. Ensuite, le caractère précaire de leur statut, le fait que, bien souvent, ils sont à la merci d'un licenciement arbitraire, fait que les hors statuts ne peuvent mener des luttes telles qu'elles

leur permettent d'obtenir de très importantes revendications, d'où des revendications elles-mêmes limitées.

La lutte contre la précarité de leur emploi, doit donc se mener parallèlement. Les nettoyeurs de ce point de vue ont obtenu une situation relativement importante de stabilité qui leur permet de mener des luttes avec un peu plus d'atout.

## Lutte contre la précarité de l'emploi

Ainsi, avant le 1<sup>er</sup> janvier 1978 — date de renouvellement des contrats entre la RATP et les entreprises de nettoyage — les nettoyeurs étaient en fait des travailleurs temporaires, mis à la disposition de la RATP pour trois ans par les entreprises de nettoyages, véritables entreprises de location de main d'œuvre. Toute velléité de révolte pouvait amener la RATP à demander aux entreprises de nettoyage de ne pas renouveler le contrat arrivé à expiration de tel ou tel nettoyeur. Ce qu'ils ont obtenu justement de décisif le 1<sup>er</sup> janvier 1978, — 3<sup>e</sup> acquis important de leur lutte de hors statut — c'est d'avoir obligé la RATP à continuer à les employer, tous, sans pouvoir en licencier ni refuser aucun, à l'expiration de leur contrats, y compris les nettoyeurs dont l'entreprise ne renouvelait pas son contrat avec la RATP. L'ensemble des travailleurs est donc resté sur place, le 1<sup>er</sup> janvier 1978.

Ils ont ensuite — n'en étant pas encore à passer un contrat de travail avec la RATP — imposé aux entreprises de nettoyage, y compris les nouvelles, passant les marchés avec la régie ce jour-là, de prendre en charge obligatoirement ceux d'entre eux dont l'entreprise de nettoyage n'avait pas renouvelé son contrat.

Et cela par l'action collective : dans plusieurs endroits, les travailleurs se présenteront collectivement devant les patrons éventuellement nouveaux pour qu'ils les prennent en charge, en faisant attention qu'aucun d'eux ne soit «oublié», la direction de la RATP n'ayant pas manqué de signaler les plus combattifs aux nouveaux patrons.

Enfin, dernier acquis de la lutte des nettoyeurs hors-statut, les nouveaux patrons éventuels le 1<sup>er</sup> janvier 1978 non seulement seront obligés de les prendre en charge, mais en plus de leur payer les années d'ancienneté et autres avantages, qu'ils avaient acquis chez leurs précédents patrons !

Pourquoi ? Tout simplement parce que les nettoyeurs, dans la foulée ont imposé à cette époque, que leur contrat de travail qui arrivait à expiration le 1<sup>er</sup> janvier 1978, n'expire plus mais continue tout court à ce moment-là. Résultat, les nouveaux patrons prenant en charge des balayeurs qui sont tous dans ce cas, devant leur détermination, ne pouvaient pas évidemment leur faire signer un nouveau contrat de travail qui dans ce cas effectivement aurait fait repartir l'ancienneté à zéro. Ils n'auraient d'autres choix que de satisfaire les obligations du contrat de travail précédent de chaque nettoyeur, contrat qu'ils n'avaient pourtant pas signé ! Les patrons seront contraints de signer de simples feuilles administratives où ils s'engageraient à assurer les conditions du précédent contrat.

Lutte pour leurs droits de hors statuts, pour des droits égaux à ceux des emplois stables de la RATP, lutte contre la précarité de leur emploi et l'arbitraire que cela permet à la RATP, lutte en fin de compte contre la RATP. On le voit, en quelques années les hors statuts RATP que sont les nettoyeurs du métro ont déjà remporté en la matière quelques acquis non négligeables, même assez exemplaires pour certains.

74 - 75 - 76 : c'est véritablement au cours de ces années-là que les nettoyeurs vont commencer leur lutte de hors-statut.

La lutte des nettoyeurs pour l'application de leurs droits de hors-statut d'abord, pour un début d'égalité avec les emplois stables ensuite nécessitera au préalable une condition qui est en fait le problème de tous les hors-statuts : sortir du cercle vicieux qui consiste pour eux à dire : «il faut que je lutte pour améliorer ma condition particulièrement mauvaise, mais je ne peux pas parce que je suis justement un hors-statut menacé à tout moment de licenciement donc dans une situation impossible pour lutter».

Très désavantagée, de ce point de vue, la situation des nettoyeurs l'était effectivement au début des années 70 : engager la lutte pour eux, - travailleurs maliens, sénégalais, mauritaniens, congolais, tunisiens -, c'était non seulement se voir licencié mais de surcroît avec une menace d'expulsion.

D'ailleurs à cette époque, il en fallait moins que ça pour se retrouver à la porte : la moindre absence de quelques minutes suf-

fisait pour que la RATP exige des entreprises sous-traitantes le renvoi de tel ou tel nettoyeur. «Elle n'hésitait pas non plus», raconte M., militant CFDT à l'époque, pour calmer toute velléité de lutte des hors-statuts qu'étaient les nettoyeurs, à monter de grossières provocations. Tout le monde se souvient du cas de ce militant syndical de Novaservices - une des six entreprises de nettoyage à l'époque - qui s'était fait cueillir dans une rame de métro par la police, pour voyage sans billet soit disant et qui s'était fait accuser d'avoir menacé la dite police avec un couteau. Le militant - un des rares à l'époque - fut licencié».

Devant une telle situation, à l'époque, bon nombre de nettoyeurs préféraient se taire.

## Des facteurs favorables à l'organisation de la lutte

Il existait dans les années 1970 un autre obstacle à la lutte des travailleurs hors statut ; ils luttaient d'autant moins que certains préféraient pour améliorer leur

sort, aller chercher du travail ailleurs. Solution illusoire mais la RATP se félicitait évidemment de ce «turn over» : mieux valait voir les travailleurs mécontents dehors que dedans !

Mais 1974 allait voir ces facteurs défavorables à l'organisation et la lutte des travailleurs — notamment leur instabilité — diminuer notablement. 1974 et les années suivantes verront progressivement une bien plus grande stabilité des nettoyeurs. Les raisons ?

1/ Ils bénéficieraient progressivement — par des discussions — de l'expérience indirecte de leur camarades allés chercher fortune ailleurs, expériences multiples qui accumulées leur feront comprendre que peu ou prou l'exploitation était la même partout dans le système capitaliste (dans lequel il faut le rappeler nombre d'entre eux étaient brutalement plongés). 2/ La deuxième raison de la plus grande stabilité des nettoyeurs du début de la crise rendant progressivement les possibilités d'un autre travail moins évidentes.

Dans ces conditions, on verra alors les nettoyeurs rester à la RATP et commencer à s'organiser

à la CFDT. Là, commence véritablement alors la lutte des hors statut RATP qu'étaient les nettoyeurs. La lutte d'abord pour le respect des droits que leur devaient les entreprises sous-traitantes les ayant loués à la RATP.

La principale bataille que commenceront à mener les nettoyeurs fut celle pour leur droit salarial : celle, en 1976, pour l'application de la convention collective de la manutention ferroviaire dont relèvent les entreprises de nettoyage sous-traitantes.

## La bataille pour les droits syndicaux

Il s'agissait d'obtenir la mise en place des délégués du personnel et au comité d'entreprise. Mais

cela signifiait l'organisation d'élections. De nombreux obstacles allaient être surmontés, de différentes natures :

L'obstacle patronal tout d'abord ; il était courant que les entreprises — ONET par exemple — organisent des élections de délégués du personnel sans en avoir discuté les modalités (protocole) avec le syndicat qui commençait à se monter. Résultat : on retrouvait — selon les militants — dans les bureaux de vote chargé de vérifier le bon déroulement du vote, des gens à la solde du patron.

Mais un autre obstacle à l'application des droits syndicaux des nettoyeurs sera qu'il fallait trouver des délégués. A l'époque, ce ne fut pas toujours facile, la plupart des nettoyeurs — immigrés — ne

## Le gouvernement et la direction de la RATP depuis quelques années se sont fixés pour objectif de rentabiliser au maximum

### La politique de la RATP : des catégories partout !

Le gouvernement et la direction de la RATP depuis quelques années se sont fixé pour objectif de rentabiliser au maximum les activités de cette entreprise de transport. La rentabilité passe évidemment par la suppression maximum d'un certain nombre de «frais» inutiles selon la RATP : les avantages acquis, matériels et autres (supplément de salaire, cantines, transports, etc.) arrachés par les travailleurs de la RATP dans les luttes de ces dernières années, acquis contenus dans le «statut RATP» ; le meilleur moyen qu'a trouvé la RATP pour supprimer les avantages de ce statut consiste à faire appel à des travailleurs hors statuts, intérimaires, temporaires, aux conditions de salaires et de travail désastreuses, licenciés souvent du jour au lendemain. Secteurs d'activité touchés : les activités administratives (informatique, secrétariat). L'emploi de hors statuts par l'entremise de sociétés sous-traitantes est encore plus répandu ; les secteurs du gardiennage, de la manutention, de l'entretien des installations (mécanique, électronique) sont concernés.

Les nettoyeurs du métro sont un des plus importants groupes de travailleurs hors statuts employés par la RATP par l'intermédiaire d'entreprises sous-traitantes. Ces entreprises, au nombre de six en 1975, sous couvert de l'activité de nettoyage, s'apparentent pour une part à de véritables entreprises de location de

main d'œuvre puisqu'elles louent pour trois ans à la RATP, qui en dispose à sa guise, les nettoyeurs qui sont donc des travailleurs temporaires.

Leur exemple montre assez bien au début des années 70 les avantages que la RATP retire de l'emploi des hors statuts :

— La RATP n'accepte de passer des contrats de trois ans qu'avec les entreprises de nettoyage qui offrent leurs services au plus bas prix, lesquels en retour, pour maintenir leur taux de profit, se rattrapent allègrement sur les nettoyeurs ; résultat : leur salaire est inférieur au SMIC.

— Les nettoyeurs hors statut ne bénéficient pas alors de services sociaux de la RATP, ni des cantines, ni des moyens de transport de la RATP (carte orange gratuite), ni de vestiaires etc.

— Ils ont des conditions de travail désastreuses - la RATP exigeant d'eux, rentabilité oblige, par exemple qu'ils effectuent le nettoyage des voies alors que le courant n'est pas coupé.

— Les nettoyeurs n'ont aucune possibilité de lutte, car leur situation est des plus précaires : à la moindre altercation avec un surveillant de la régie, la RATP se réserve le droit de licenciement, en avertissant le patron de l'entreprise sous-traitante. La RATP s'assure ainsi la paix sociale.



■ 80 000 signatures au bas d'une pétition, ce n'est jamais négligeable. Mais 80 000 signatures de militants au bas d'un appel «pour l'union dans les luttes», c'est un fait politique dont l'importance ne cesse de croître, puisqu'aussi bien on s'apprête, ici ou là, à «marquer le coup» à l'occasion de la 100 000<sup>e</sup> signature, qui pourrait intervenir dans le cours de ce mois de mai...

C'est de ce vaste mouvement encore en devenir que sont nés, à Paris comme en province, des «comités pour l'union dans les luttes», ou plus fréquemment des CUB «Comités d'Union à la Base» dont l'intitulé exprime bien l'ambition.

Mais qui sont les militants de ces CUB, quelle démarche le guide, quelle volonté politique les anime, quel cheminement les a menés à cet engagement? On s'en doute, au-delà d'une même volonté d'œuvrer à l'unité pour la lutte, les réponses peuvent être différentes.

Nous sommes allés voir plusieurs militants qui ont en commun, outre leur engagement actif dans des CUB de Paris, leur appartenance au PCF.

Costume impeccable et cheveux mi-longs, Patrick travaille dans les bureaux, au siège central d'une grande banque parisienne. Son adhésion au PCF, il l'a donnée en septembre 1971, à la fête de l'Humanité, «parce que j'ai toujours cru en l'Union, et que les communistes se battaient pour l'union de la gauche». Membre actif de sa cellule, «activiste même, disent certains». Patrick n'a pas signé tout de suite l'appel à l'union dans les luttes : «J'étais d'accord avec le contenu - qui ne le serait pas ? - mais il faut bien se représenter l'engagement que cela signifie, pour nous, militants du PCF. D'abord, l'appel arrivait à un moment où, avec l'Afghanistan, la campagne anti-communiste de la bourgeoisie battait son plein. Il y avait même une autre pétition, celle du comité central, qui dénonçait cette campagne, et on nous a dit en cellule que c'était contradictoire. Ensuite, signer la pétition, c'est mettre son nom à côté de gens avec qui on n'est pas d'accord, y compris dans le parti. Enfin, surtout, l'union à la base, c'est bien le thème du 23<sup>e</sup> Congrès».

Deux éléments ont cependant poussé Patrick - avec deux autres militants de sa cellule - à rejoindre le flot des signataires : c'est d'une part la constatation que l'hémorragie qui l'a pu voir dans le PCF depuis le milieu de 1978 continuait, et d'autre part le fait que des dirigeants confédéraux de la CGT - à laquelle il appartient - aient eux aussi signé. Le premier point est à ses yeux déterminant : «Qu'on ne nous raconte pas d'histoires, le PC perd des plumes en ce moment, et ce n'est pas le seul fait de la campagne anti-communiste. Si beaucoup de gens ne reprennent pas leur carte, c'est parce qu'ils pensent que le PC ne joue pas vraiment son rôle, qui doit être d'œuvrer à l'union pour que de réels changements arrivent dans ce pays». Patrick, lui, est convaincu, il tient à le dire, qu'aucun changement véritable n'aura lieu sans la participation des communistes, mais il n'y aura pas non plus de changement avec les communistes tout seuls !

Réflexions sur l'union à la base

Paradoxalement, lui qui a hésité plusieurs semaines avant de signer l'appel sera un des premiers à s'engager pour la création des CUB. En réalité, le paradoxe n'est qu'apparent, et tout le raisonnement de Patrick s'articule autour du thème de l'union à la base. Premier temps de ce raisonnement, l'impérative nécessité de cette union-là : «Vouloir l'union à la base, c'est d'abord vouloir construire le rapport de forces nécessaire pour s'opposer à la politique de Giscard-Barre, mais c'est aussi tirer le

bilan du programme commun, qui était avant tout une union d'appareil, sans contrôle réel des masses. Le programme commun est né dans une négociation au sommet entre nos dirigeants et ceux du PS, et il est mort de la même manière, sans qu'on n'y puisse grand chose. C'est surtout cela que j'ai retenu du 23<sup>e</sup> Congrès, et cela me semble profondément juste». Mais comment construire cette union ?

Là se situe le bilan de plusieurs mois de discussions au sein-même de la cellule où milite Patrick : «On a pris le problème par les deux bouts : en prenant contact avec les militants socialistes, tout d'abord, et moi j'avais l'idée qu'on pouvait publier ensemble une déclaration qui aurait montré à tout le personnel que l'union de la gauche ça existe encore. Ça ne s'est pas passé comme ça, parce que nos responsables en sont tout de suite venus à s'engueuler pour savoir qui portait la responsabilité de la rupture. Et puis les socialistes - certains d'entre eux - ont vite fait courir le bruit qu'il y avait des oppositionnels à la banque, qui dénonçaient la responsabilité de la direction du PC dans la rupture, etc... Il y a même un journal qui y a fait allusion. Du coup, le comité délégué nous a fait savoir que nous n'avions pas à prendre de telles initiatives. J'en tire une conclusion, c'est que l'union PC-PS, même au niveau d'organisations de base, c'est encore une union d'appareil, et ce n'est plus possible aujourd'hui».

Malgré des débats assez vifs en cellule, Patrick ne voit pas de contradictions entre son appartenance au PCF et son engagement dans les CUB : «Parce qu'on est nombreux, et parce qu'on est encore marqué par des défauts anciens de fonctionnement, le parti est une lourde machine qui met beaucoup de temps à réagir aux idées nouvelles : on peut prendre l'exemple du féminisme, de l'écologie, de l'autogestion, etc... Sur la boîte, on s'est mis en complet décalage avec des groupes femmes, et cela ne peut être imputé qu'à nous-même. Pourquoi en est-il ainsi ? Simplement parce qu'on n'a pas su écouter, débattre, mettre l'unité avant les désaccords. Le CUB, c'est justement le lieu où peuvent se mener de tels débats, sans qu'on se sente obligés de débiter avant tout nos positions contradictoires. La chance des CUB, c'est justement que des communistes y participent, ce qui n'était pas le cas de ce qui a pu se faire avant». Evidemment, Patrick ressent la contradiction du propos - et il devance même la question : «Ça peut paraître curieux d'affirmer d'un côté que la participation à l'union dans les luttes est conforme aux intérêts du PC après avoir dit que nous étions attaqués sur cette question, dans

Aujourd'hui, dans la banque en question, la structure d'union, de réflexion et d'action, c'est le comité d'union à la base, qui regroupe des militants du PCF, du PS, quelques «inorganisés» (pour la plupart anciens militants des partis précités), et des militants d'extrême-gauche. Pour Patrick, le CUB, «c'est un peu l'inconnu», dans la mesure où il s'interroge sur son devenir, et sur la possibilité que se multiplient de tels comités. «Mais il ne faut pas faire la fine bouche ; il y avait une possibilité, et il

L'union, à la base, et pour la lutte

Quatre militants du PCF expliquent ici leur engagement dans les «Comités d'Union à la base». Au-delà des spécificités, une démarche commune à plusieurs centaines de militants du même parti

Propos recueillis par Nicolas DUVALLOIS



falloit s'en saisir». Une possibilité de quoi ? «La possibilité de créer quelque chose en positif, qui permette, au-delà des positions figées de nos directions, de mieux se connaître et de travailler à préparer les conditions de la lutte».

la cellule et au-dessus. Je répondrai simplement que ce ne sont pas toujours nos dirigeants qui vont dans le sens de nos vrais intérêts...»

L'union, moyen de la lutte

André partage beaucoup des points de vue exprimés ci-dessus, il nous l'a dit : «Normal, on est du même parti». Sa démarche est pourtant différente. Ouvrier électricien d'une quarantaine d'années, habitant dans une municipalité PCF du Val-de-Marne, André ne lit pas Le Monde. Il a découvert l'appel pour l'union dans les luttes un peu par hasard, sur un marché parisien où, le dimanche matin, il vient donner un coup de main à un ami commerçant. Il n'est pas inséré dans un CUB, puisqu'il n'en existe encore ni sur sa ville, ni dans son entreprise. Alors il est venu «prendre contact» avec un comité parisien.

Membre du PCF depuis pas mal d'années, il dit ne plus comprendre ; plus comprendre pourquoi les partis de gauche se déchirent «comme à plaisir» à un moment où la droite n'a jamais été aussi arrogante et aussi active dans ses attaques ; plus comprendre pourquoi le 1<sup>er</sup> mai, «symbole de l'unité des travailleurs», sera cette année «le symbole de la division» ; plus comprendre enfin les anathèmes lancés - discrètement il est vrai - par la direction du PCF contre «l'union dans les luttes».

Derrière cette indignation, André fournit en réalité un certain

nombre d'arguments politiques. Pour lui, on assiste à une double dérive, celle du PS vers la droite, et celle du PCF vers «un sectarisme outrancier». Qu'est-ce à dire concrètement ? André cite plusieurs exemples d'actions menées par son parti sur le Val-de-Marne, à propos du logement

notamment, «où, dit-il, l'objectif poursuivi était moins la lutte pour gagner que de faire la démonstration que les autres refusent l'action». André explique ensuite qu'à son avis, le PCF continue trop à se déterminer par rapport au PS, «alors que l'essentiel de ceux qui luttent sont dans les syndicats, dans les groupes d'extrême-gauche, ou dans la nature». L'espoir qu'il place dans les comités d'union à la base réside justement dans le fait que toutes ces forces sont susceptibles de travailler en commun «pour en faire rabattre à Giscard». A plus long terme, croit-il, comme le stipule l'appel, que l'union des forces de gauche est un élément «décisif» du changement ? Oui, mais c'est pour ajouter aussitôt que ce qui est en train de se faire est tout aussi décisif : «S'il s'agit de signer une pétition et de créer des comités destinés uniquement à obliger Marchais et Mitterrand à se rasseoir à la même table, ça n'a aucun intérêt. Mais si on est capable, à la base, de prouver que des luttes peuvent se mener dans l'unité, alors il faudra bien qu'ils en tiennent compte, là-haut. Moi, j'ai signé non pas pour qu'il y ait une nouvelle union au sommet, mais pour qu'il y ait des luttes, dès maintenant».

Cette «nouvelle pratique de la politique», à laquelle aspire, à l'exemple de Josiane, bon nombre de militants du PCF, reste encore un concept imprécis. Josiane, par exemple, refuse de se définir «en négatif», par rapport

Une nouvelle pratique de la politique

Josiane, elle, est enseignante en banlieue. C'est elle qui a pris l'initiative de la création du comité où elle milite, de même que c'est elle qui avait pris l'initiative de faire signer l'appel sur son quartier. Ancienne secrétaire de cellule, elle ne cache pas ses désaccords, «profonds» dit-elle, avec la ligne suivie par le PCF. C'est donc «tout naturellement» qu'elle participe activement au mouvement d'union dans les luttes. Josiane donne en fait un point de vue proche de celui des initiateurs de l'appel : «La première étape, c'était de créer un courant autour de la pétition. Bien sûr, on pouvait penser dès le départ qu'on irait vers le succès, mais rien n'est assuré d'avance. J'ai d'abord recueilli quelques signatures et adresses. C'est là que j'ai vraiment vu l'ampleur de l'aspiration à l'unité, et le ras-le-bol des divisions politiques et syndicales». Sur le quartier, comme à un niveau plus global, l'ampleur du courant a bien évidemment posé la question de la suite. «En créant des comités, on s'est engagé sur un chemin extraordinairement étroit, mais c'était le seul possible. Il ne s'agit pas de créer un parti, c'est impossible et à la limite idiot, mais il ne s'agit pas non plus de former une espèce de groupe de pression, ou de comité de vigilance des partis de gauche. Il faut créer des structures qui à la fois servent à transformer les partis de gauche, embrayent une dynamique unitaire et inventent une nouvelle forme de pratiques politiques. C'est un mouvement de longue haleine, où chaque faux pas peut nous conduire à l'échec. L'exemple du 1<sup>er</sup> mai à Paris est très concret : il n'était pas possible que l'union dans les luttes ne fasse rien, devant le scandale des défilés séparés. Mais concurrencer les défilés syndicaux, ou même faire notre propre défilé avant, c'était de fait nous marginaliser, nous placer en position d'extériorité par rapport à tout ces militants CGT et CFDT qui eux aussi aspirent à l'unité».

Si la nécessité de faire en sorte que l'union dans les luttes n'apparaisse pas comme «une organisation de plus» se conçoit aisément, ne serait-ce qu'au vu des propos tenus par les militants du PCF eux-mêmes, on peut s'interroger sur cette idée de «transformation» des partis de gauche. Pour Josiane, «s'agissant du PS, le problème est complexe, et il faudrait mieux demander leur avis aux militants. Mais ce que je pense à propos du PC, c'est qu'on ne peut pas dire à priori qu'une transformation, dans un sens révolutionnaire s'entend, est impossible». Et d'expliquer : «Les CUB, c'est un moyen de s'enrichir de la pratique des luttes, c'est un moyen de confronter nos idées, de rejeter ce qui est nocif et d'assimiler ce que les autres ont fait de positif, c'est un moyen aussi d'inventer une nouvelle pratique de la politique, de nouvelles formes de fonctionnement et de débats. Qui peut dire la force qu'auraient des milliers de communistes armés de cette pratique nouvelle au sein de leur parti ?»

Cette «nouvelle pratique de la politique», à laquelle aspire, à l'exemple de Josiane, bon nombre de militants du PCF, reste encore un concept imprécis. Josiane, par exemple, refuse de se définir «en négatif», par rapport

à «ce qui ne peut plus durer dans le PCF», mais elle hésite également à citer des exemples précis, dans la mesure où l'existence des CUB ne fait que commencer.

Créer une autre démarche unitaire

Henri, 25 ans, enseignant, adhérent du PCF depuis 1976, va plus loin : «La pratique unitaire qui se met en place autour de l'appel doit aller plus loin qu'une simple unité pour la lutte, même si telle est sa signification première. A plusieurs reprises, le PC a montré sa capacité à organiser des actions revendicatives victorieuses, mais qui cependant ne font pas avancer d'un pouce la nécessaire unité politique du «peuple de gauche». Le processus est toujours le même : l'action s'organise à l'initiative de la cellule, ou d'un organisme plus vaste, avec une mobilisation des militants et des élus. Aussitôt la victoire remportée, le PCF la présente comme sa victoire, et donc comme la justification de sa ligne globale. Tel syndicaliste ou tel militant du PS engagé dans l'action se retrouve donc au bout du compte avec une victoire revendicative certes, mais aussi l'impression qu'en se battant aux côtés des communistes, il a approuvé l'Afghanistan, ou les nationalisations ! La démarche unitaire qu'il s'agit de créer est toute autre : pas de lutte qui ne soit avant tout le fruit d'un débat politique, d'un échange de point de vue qui ne soit avant tout le fruit d'un débat politique, d'un échange de points de vue, et finalement d'un accord à la base. Quitte à en faire bondir certains, je dirais qu'il me semble plus important de mener une action sur ces bases, même si elle est moins efficace dans l'immédiat qu'une action revendicative massive, mais sur des bases politiques sectaires, qu'elles soient du PC, du PS ou de l'extrême-gauche». Pour dire cela, Henri s'appuie sur une réalité qu'il a constaté en faisant signer la pétition et en participant au CUB : il y a parfois un décalage important entre les positions politiques des uns et des autres, telles qu'elles sont exprimées à la base, et les positions des états-majors : pas seulement parce que les uns ont une vision d'ensemble et les autres pas, mais aussi parce que «des considérations électorales amènent souvent les états-majors à s'éloigner des véritables préoccupations. Quand dans un arrondissement parisien, la direction du PCF estime primordial de tout faire pour reprendre la suprématie face au PS, perdue en 1978, je dis qu'elle tourne le dos aux intérêts fondamentaux du mouvement populaire».

Ce bref «sondage» parmi quelques militants du PCF participant du mouvement «d'union dans les luttes» n'est évidemment pas exhaustif. Comme tout sondage, il permet cependant de mettre le doigt sur une réalité aujourd'hui bien vivante : celle de l'aspiration à la lutte dans l'unité et dans la recherche d'un véritable changement dans ce pays. Car il est une évidence que nous n'avons pas cherché à développer ici, mais qui unit tous ces militants, c'est la volonté de se battre contre cette bourgeoisie si arrogante et si agressive. Ils misaient, «là-haut», sur les divisions, les désillusions les désempoires ou les apathies. Ils avaient oublié que Patrick, André, Josiane, Henri et des milliers d'autres ne sont pas décidés à se laisser faire. Là est leur force.

MARTINIQUE : à l'heure où les partis de gauche se mettent à parler d'indépendance et où Dijoud dénonce «la main de La Havane»

Une grève générale sans punch

■ La grève générale des 17 et 18 avril à la Martinique et en Guyane n'a constitué qu'un demi-succès pour les organisations syndicales qui y appelaient (CGT, CFDT, FEN, FO). Les rencontres entre la CGTG et l'UGTG (indépendantistes) n'ont cependant pas permis d'arriver à un accord entre les syndicats guadeloupéens qui n'appelaient donc pas à ce mouvement. En Guyane, la grève a été diversement suivie. En ce qui concerne la Martinique, 1 800 personnes ont manifesté le 17 avril dans les rues de Fort de France contre le chômage et les bas salaires ainsi que pour exiger le départ des 220 gendarmes-mobiles amenés en renfort dans l'île. Ce qui est considéré généralement comme une faible mobilisation, comparée à la précédente grève générale qui avait mobilisé 3 fois plus de monde en octobre dernier.

Faut-il y voir un succès des syndicats et organisations indépendantistes qui ont refusé de s'associer au mouvement, en raison du caractère assimilationniste de certaines revendications ? Les indépendantistes refusent de s'inscrire dans la problématique «Martiniquais = Français comme les autres», en conséquence, ils refusent de défendre aujourd'hui le mot d'ordre : «alignement du SMIC au taux français». Les nombreux chômeurs et les petits paysans martiniquais sont-ils plus sensibles aujourd'hui aux idées indépendantistes, comme semblent le confirmer les récentes prises de position d'Aimé Césaire du PPM (Parti Populaire Martiniquais) et du PC Martiniquais qui tendent vers l'indépendance ?

La Martinique a beaucoup fait couler d'encre ces dernières semaines. Tout a commencé par les «révélations» de Dijoud sur les soit-disant tentatives de déstabilisation venant de Cuba. Ces accusations ne sont prises au sérieux par personne sur place. Le Parti Populaire Martiniquais, (modéré) affirme qu'il n'y a pas plus de Cubains à la Martinique que de «Martiens ou d'OVNI». Quant au RPR, il reconnaît qu'«aucun fait ne prouve cette présence aujourd'hui». Du côté indépendantiste, on pense que le ministère des colonies a cherché à créer une psychose par ses déclarations.

Certains organisations qui luttent pour l'indépendance n'hésitent pas, par ailleurs, à dénoncer les interventions cubaines là où elles existent : comme en Afri-

que. Alors, pourquoi créer cette psychose de la déstabilisation ? Dans certains milieux indépendantistes, on pense que ces déclarations visent à justifier une intervention militaire française de plus grande envergure, cherchant à en finir une fois pour toutes avec ceux qui luttent pour l'indépendance.

Cet argument s'appuie sur d'autres déclarations de Dijoud où il menace de mettre en œuvre un «plan d'intervention» dans les «départements français d'Amérique». Après avoir brandi la menace de Cuba, celui-ci a déclaré : «... il est un point qu'il ne faut pas franchir : c'est le désordre dans la rue, la séquestration des chefs d'entreprises, les piquets de grève systématiques». Ainsi, Dijoud, ministre des «DOM - TOM» reconnaît implici-

tement que l'agitation sociale en Martinique revêt un caractère qu'elle n'a pas dans les autres «départements». Dans certaines grèves, c'est la présence coloniale française qui est directement remise en cause.

Fermer le robinet des subventions

Certains Martiniquais pensent que si l'impérialisme français menace ainsi d'intervenir militairement c'est qu'il prend au sérieux le murissement des idées indépendantistes dans l'île. Selon eux, cette mise en condition s'adresserait principalement aux fonctionnaires de l'île (un travailleur sur 3) dont beaucoup craignent de perdre leur emploi avec le départ de la France. Le chantage à l'assistance consiste également pour l'impérialisme français à brandir la menace de couper le robinet des «avantages sociaux» : sécurité sociale, allocations-chômages (celles-ci n'ont fait leur apparition dans les «DOM» que le 1<sup>er</sup> mars dernier), prime pour les fonctionnaires etc... Il ne faut pas sous-estimer les effets de ce chantage sur la population ; en effet, chaque famille martiniquaise compte au moins un ou deux fonctionnaires parmi ses membres, ceux-ci font souvent vivre plusieurs chômeurs sur leur revenu.

Les fruits mûrs

D'autres signes laissent à penser que le temps maudit des colonies touche à sa fin en Martinique. Ce sont les récentes déclarations d'Aimé Césaire qui, sans revendiquer l'indépendance dans l'immédiat, reconnaît désormais le caractère inéluctable de celle-ci : «Les colonies, c'est comme les fruits : quand ils sont mûrs, ils tombent. Je suis sûr que les Antilles seront indépendantes bientôt». Des rumeurs font état de contacts entre le leader du PPM et le gouvernement.

De même, le PC Martiniquais qui défendait auparavant le mot d'ordre d'autonomie «dans le cadre de la république française» a décidé de modifier sa position depuis son 7<sup>e</sup> congrès qui s'est tenu le 13 avril dernier : «Cette autonomie s'inscrit maintenant dans la perspective de l'indépendance de notre pays. L'autonomie pour nous est un moment de notre lutte de libération nationale». Pour sa part, le PC Guadeloupéen affirme désormais : «L'indépendance est une hypothèse que nous n'écartons pas».

Ces revirements de ceux qui semblent sentir le vent tourner, signifient-ils que la revendication d'indépendance est en train de se répandre dans de larges couches de la population ? Il est sans doute encore trop tôt pour répondre à cette question, même si certains signes vont dans ce sens.

Librairie Populaire (Paris) : Livres et débats

Ouverte depuis un an à l'initiative de la fédération de Paris du PCR ml, la Librairie Populaire ne cesse d'élargir ses activités et d'améliorer le nombre et la qualité des ouvrages qu'elle vous propose (littérature, sociologie, philosophie, connaissance du tiers-monde, actualité politique et internationale, féminisme, etc...) et de nombreuses revues d'organisations de masse).

- Parmi les nouveautés, nous signalons :
- Les bouches s'ouvrent - H. Fizbin 50F
- L'effet Rocard - Hamon-Rothman 49F
- Usines et Ouvriers - Ouvrage collectif 38F
- Procès à Prague - par le VONS 29F
- L'impérialisme français - Cedetim 20F
- Aux origines de la Commune - Dalotel-Faure-Freimuth 78F
- Comment se soignent les chinois aujourd'hui 45F
- La moisson du phénix - Han Suyin 68F
- Mémoires de Grigorenko 89F
- Le pain nu - Mohamed Hourki 37F
- Le règne de barbarie - Laâbi 39F

Nous avons d'autre part le plaisir de vous informer de l'existence d'une Carte de fidélité qui vous donne jusqu'à 15% de réduction sur vos achats.

Enfin, comme par le passé, la Librairie organise régulièrement des débats et rencontres avec des auteurs. Parmi les prochains prévus, et qui vous seront confirmés dans ce journal,

- une rencontre avec Han Suyin, le samedi 17 mai à 14h30
- un débat sur le féminisme
- un débat sur la question de l'Etat sous le socialisme

N'hésitez pas à venir nous voir ou à téléphoner pour vos commandes.

LIBRAIRIE POPULAIRE, 23 rue Saint Sauveur, Paris 2<sup>e</sup>  
M<sup>o</sup> Réaumur - Tel. : 508-82-87  
ouvert de 10h à 19h30 du mardi au samedi

■ Les travaux du huitième plan sont en plein développement et doivent s'achever l'automne prochain ; on en est maintenant à la phase de réunion des commissions. Commissions qui regroupent syndicalistes, experts et représentants patronaux. Au total plus de 3 000 personnes qui travaillent au plan, qui sont censées l'élaborer de façon « concertée ». Qu'en est-il de cette démocratie qui est à l'œuvre dans la planification française ? Quel enjeu représente cette concertation pour le gouvernement ?

Présenter le travail de ces commissions ne peut pas se faire d'emblée : les débats n'y prennent pas ce caractère concret qu'on pourrait leur prêter. La plupart des « inscriptions au plan » concernant la création d'équipements collectifs ne sont pas aujourd'hui du ressort de ces commissions.

La planification (élaboration et exécution du plan) française se veut « concertée », « active » et de plus en plus « sélective ». Concertée parce que conduite avec « la participation de tous les interlocuteurs sociaux ». « Active » c'est à dire moins impérative mais plus qu'indicative. Enfin la sélectivité accrue signifie que le gouvernement restreint de plus en plus ses objectifs et donne pour le plan une définition de crise : « Le plan doit devenir dans tous les domaines une incitation à mieux utiliser les moyens disponibles ».

Il apparaît donc déjà que la concertation n'a pas une portée très vaste : le secteur privé n'est pas de son ressort, elle s'intègre dans le cadre d'une politique d'austérité.

La phase de préparation est aujourd'hui pratiquement définie par le Premier ministre dans les directives qu'il adresse au Commissaire général du plan. Pour le 8<sup>e</sup> plan, Barre a ainsi décidé du calendrier, des orientations, de la planification, de la portée du plan, du fait qu'il ne sera pas chiffré ni ne comportera de projet central. Ainsi depuis 1974, un Conseil Central de la planification dirigé maintenant par le Premier ministre et réunissant les ministres concernés oriente les travaux en cours, surveille l'exécution du plan.

Dans le même temps une mar-

ge de manœuvre de plus en plus grande est accordée aux firmes privées et c'est cette quasi-soumission du plan au marché qui fait que depuis 1970, CFDT et CGT quittent régulièrement les travaux de préparation avant leur achèvement.

D'autre part Barre a transformé le plan en organe de prévision plus que de proposition. Selon cette « conception stratégique », la planification « a pour objet principal de tirer parti des atouts dont dispose le pays dans un monde aléatoire, en tenant compte des stratégies possibles des partenaires ». Démarche en opposition avec la notion de planification : il ne s'agit plus de définir des projets d'équipe-

# La volonté de consensus à l'œuvre dans le VIII<sup>e</sup> plan

ments, ni de jeter les bases d'une politique économique et sociale aux contours précis mais d'établir plusieurs scénarios de prévisions à moyen terme pour définir à l'avenir la politique économique en choisissant le projet le plus adapté aux contraintes du moment.

## Quel type de concertation

Le gouvernement attache une grande importance au caractère « concerté » de la planification. Le commissaire au plan écrivait en 1965 : « L'esprit du plan, c'est le concert de toutes les forces économiques et sociales de la nation ». Dans le 8<sup>e</sup> plan, sur les 18 mois de préparation, commissions et comités (commissions se-

condaires) auront travaillé 7 mois à l'élaboration du plan, c'est donc un temps fort de la planification.

Sur chacune des six options du plan, les commissions débattent actuellement à raison d'une réunion par quinzaine, en s'appuyant essentiellement sur les documents du Commissariat au plan, des politiques à mettre en œuvre dans leurs domaines respectifs.

Ces Commissions sont constituées par le commissariat général au plan qui réunit pour l'occasion experts, représentants patronaux et syndicaux, la composition de ces commissions (voir encadré) est soumise à l'approbation de Barre. Leurs présidents sont choisis par le commissaire adjoint au plan, membre du cabinet du Premier ministre. Donnant un tour plus techniques aux débats, le gouvernement a cette fois choisi pour les présidences des universitaires qualifiés. Le comité Emploi-Travail était présidé au 7<sup>e</sup> plan par le directeur des Charbonnages, au 8<sup>e</sup> c'est Lesourme, un universitaire qui le remplace.

Dans ces commissions où prédominent les administrations, les syndicats envoient selon le niveau politique des débats, une tête de liste ou un technicien. Quant au patronat, il s'en désintéresse sauf quand il peut y trouver un intérêt immédiat, comme dans la commission Em-

ploi-Revenu où il a demandé une baisse des cotisations sociales des employeurs.

Les nouvelles orientations de la planification ont fait que les commissions du 8<sup>e</sup> plan sont enfermées dans des débats techniques, discutent de l'optimisation des scénarios et non pas des choix politiques du développement économique et social. Prenons l'exemple de la commission chargée des problèmes de sécurité sociale. Le gouvernement présente un rapport établissant que les dépenses hospitalières croissent plus vite que la production intérieure brute (disponible) et demande à restreindre les dépenses. La commission a donc à choisir entre deux scénarios tendanciers, l'un tablant sur une augmentation des cotisations, l'autre proposant l'équilibre financier au prix de la fermeture des hôpitaux. Le message du gouvernement, c'est ici de faire accepter ce choix où les travailleurs paieront plus, ou ils seront moins bien soignés.

## L'enjeu de la concertation pour le gouvernement

La diminution continue du nombre des commissions, la composition des commissions où les travailleurs sont très faiblement représentés, leur rôle consultatif, l'absence quasi totale d'élaboration régionale (cette fois seuls les préfets de régions ont été consultés et parfois l'avis des Conseils économiques et Sociaux composés un peu à l'instar des commissions a été requis), le caractère de plus en plus abstrait des débats (les PAP du 8<sup>e</sup> plan ont été arrêtés par le Conseil Central de planification avant que les commissions ne se réunissent), tout cela montre que la concertation n'est qu'une fiction de la démocratie.

Le gouvernement s'en cache à peine : « Le plan est en définitive une décision des pouvoirs publics », mais tient cependant à l'entretenir. L'Etat y trouve une justification de son intervention : « soutenue par la consultation, le consensus, l'adhésion préalable des différents acteurs du jeu économique, cette intervention va s'efforcer d'infléchir les choix des agents économiques ».

Le rôle de ces commissions n'est cependant pas purement figuratif. En faisant travailler des mois durant ses administrations sur le même objectif, l'Etat bénéficie d'une bonne source d'information administrative. En réunissant les partenaires sociaux pour débattre des évolutions probables, l'Etat dispose surtout d'une excellente information politique. En proposant aux commissions d'améliorer ses scénarios du futur en fonction d'une modulation de la croissance du chômage, l'Etat cherche à savoir combien les partenaires sociaux veulent payer pour cette amélioration de l'emploi.

La concertation sert ainsi le consensus plus par cette fonction de test de la politique gouvernementale que par l'illusion d'une démocratie qu'elle institue.

### Le comité emploi - travail du VII<sup>e</sup> plan

Pour l'administration : le délégué à l'emploi, 3 directeurs du ministère du Travail, le directeur du Budget, un représentant du secrétariat aux Universités, un directeur de l'ANPE, et des représentants d'organismes d'étude. 3 autres directeurs de centres d'études sur l'emploi ont été associés en permanence aux travaux.

6 délégués syndicaux (CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FEN).

3 délégués patronaux (CNPFP, CGPME, FNSEA).

Des personnalités « extérieures » : 4 universitaires, le commissaire à la conversion industrielle pour la région Nord/Pas-de-Calais, le sous-préfet d'Alès, 2 chefs d'entreprises et 3 directeurs des « relations humaines ».

Ce comité de 36 membres avait pour président le directeur des Houillères Delmon, pour vice-président le délégué à l'Emploi et pour rapporteur un administrateur de l'INSEE.

# Poniatowski : le prince qu'on sort ?

■ Décembre 1976. le député giscardien De Broglie, co-fondateur en 1966 des Républicains indépendants, soupçonné dans le trafic d'armes et nombre d'affaires frauduleuses est assassiné. Poniatowski, alors ministre de l'Intérieur pavane cinq jours plus tard en donnant une explication officielle qui très vite s'avèrera peu crédible. Trois ans après, l'affaire De Broglie est devenue l'affaire Poniatowski. Après la publication par le *Canard Enchaîné* de deux rapports de police attestant que le projet d'assassinat était connu du directeur de la P.J., PCF et PS ont demandé la Haute Cour pour Poniatowski et le RPR s'est prononcé pour la réouverture de l'instruction.

« L'affaire Poniatowski », comme la nomme Labbé, président des parlementaires RPR, est certes une preuve supplémentaire de l'affairisme des hommes au pouvoir, mais elle est surtout empreinte d'une forte odeur rance, celle de l'atmosphère qui règne au sein de la majorité : Diamants de Giscard, Affaire Boulin, Affaire Poniatowski, épisode Peyrefitte, quelle époque ? Telle est la question qu'il faut poser. Pourquoi maintenant, ces règlements de compte entre ceux qui nous gouvernent ?

L'instruction de l'affaire De Broglie allait se clore, quand le *Canard Enchaîné* dénicha les fameux rapports de la 10<sup>e</sup> Brigade territoriale. L'affaire « policière » rebondit et prend de l'ampleur : la famille De Broglie et les avocats des inculpés demandent la réouverture de l'instruction, Poniatowski, ministre de l'Intérieur au moment du meurtre, en niant avoir eu connaissance de ces rapports en confirme implicitement l'existence. Ce n'est pas la première fois que la police couvre un assassinat, mais les solennelles déclarations gouvernementales n'étouffent rien, pas de chape de silence comme dans le cas Ben Barka. Le groupe

parlementaire RPR demande un complément d'enquête et réouverture du dossier et le 17 avril au bureau de l'Assemblée Nationale les RPR joignent leurs voix aux représentants PS et PCF pour juger recevable le texte du PS qui requiert la comparution de Ponia en Haute Cour. Acte formel, car les députés ne se sont pas prononcés sur le fond, mais hautement significatif : l'affaire a pris un tour nettement politique, le Prince Poniatowski chasse des « unes » le Prince De Broglie.

## Les « torrents de boue »

On peut s'interroger sur les

origines des documents produits par le *Canard* dont le RPR fait ses délices. Dans une interview au *Quotidien de Paris*, Mitterrand déclarait : « Dix fois comme tout le monde... j'avais entendu dire qu'il existait un rapport de police, ou qu'il avait existé ». D'où sont venues ces rumeurs ? Pourquoi des rapports dont la direction de la police tenait à en ignorer officiellement l'existence, et qui n'avaient pas été transmis à la justice, sont-ils soudain rendus publics ?

Fuites organisées ou révélations d'inspecteurs déçus par la fermeture sans suite du dossier De Broglie ? Peu importe, ce sont les répercussions au sein de la majorité qui donnent une portée politique à l'événement.

Dans sa dernière lettre Boulin accusait Peyrefitte, Garde des Sceaux, d'avoir laissé violer le secret de l'instruction de l'affaire Tournet-Boulin. Il y a peu, le *Canard Enchaîné* était informé d'une note signée Peyrefitte où le ministre RPR indiquait à Giscard comment affaiblir Chirac. Que des représentants du pouvoir baignent dans la boue voilà qui n'a rien de surprenant. Ce qui est nouveau c'est qu'au sein de la droite on n'hésite plus à ouvrir les vannes. Régler les différends politiques à coup d'article 49 ne suffit pas, le jeu des scandales reprend ses droits

## Des affaires florissantes

Ces scandales à répétition et particulièrement « l'affaire Poniatowski » masquent sans doute les vrais scandales, ceux qui concernent les travailleurs au premier chef, chômage, hausse des prix, recul du pouvoir d'achat. De ce point de vue il est significatif que les publications des feuilles d'impôts des Barre et Giscard n'ont pas connu semblable écho. Cependant les masques eux aussi expriment une vérité, en l'occurrence ils éclaircissent crument la situation politique. Il y a d'abord l'approche des présidentielles et chez les politiciens les luttes électorales autorisent tous les coups.

Mais plus que la proximité de ces échéances, les affaires et leur développement révèlent la profondeur de la crise politique du régime giscardien. Un personnel discrédité, une droite divisée, des politiciens qui pallient leur absence de projet par la tactique du discrédit. Un terrain pourri, propice à l'éclosion des scandales politiques, l'affaire Poniatowski n'est pas encore fanée et d'autres « fleurs » nouvelles pourraient venir border les allées du pouvoir.

D. D.

Didier DELORME

Dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris, le chômage sévit comme partout ailleurs en France. 8 000 personnes se trouvent sans emploi dans cet arrondissement, l'un des derniers où existe encore un reste de «tissu industriel». Pourtant, progressivement, les fermetures d'usines se succèdent progressivement : Lebaudy, la boulangerie industrielle Cadot, l'imprimerie Lang, la SFP l'entreprise BBT procèdent à de nombreuses suppressions d'emplois. En général, le système est assez simple : on ferme les ateliers à Paris après avoir tout laissé vieillir sans moderniser ; on ouvre de nouvelles usines en banlieue ou en province pour lesquelles des «aides» sont versées par l'Etat ; on revend à prix d'or les terrains pour y construire des immeubles résidentiels. Gagnants sur tous les tableaux, les capitalistes qui se livrent à ce petit jeu réalisent des opérations extrêmement juteuses qui se chiffrent à coups de milliards.

Dernier en date dans le 19<sup>e</sup>, le trust Nestlé veut fermer sa filiale, la SOPAD (Société des produits alimentaires et diététiques), en licenciant 480 travailleurs sur une période de 18 mois. Les premiers licenciements doivent intervenir au mois de Mai. C'est à partir

## Contre le chômage dans le 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris

# Début de réalisation d'union à la base

L'appel à la «marche contre la fermeture de la SOPAD» repris par une trentaine d'associations, d'organisations politiques, de sections syndicales...

du problème de la SOPAD que des militants, des habitants du quartier ont décidé de «faire quelque chose». «Cette nouvelle fermeture ne doit pas passer sans réaction» lisait-on dans un tract distribué sur les marchés et dans les quartiers de l'arrondissement. La «Marche sur la SOPAD» a été fixée au 22 avril. Les difficultés n'ont pas manqué et pourtant, malgré

le caractère encore limité de la participation, ce fut un événement dans ce secteur où en général peu de chose ont été faites contre les fermetures. Par ailleurs, et peut-être surtout, au moment où les divisions occupent le devant de la scène, cette action a montré qu'il est possible de rassembler les forces pour la lutte, de dépasser les divisions.



## Bilan positif pour la marche

Il est un peu plus de 17 h ce mardi 22 avril quand les «marcheurs» démarrent du métro Coentrin Cariou en direction de l'usine SOPAD. Combien sont-ils ? Un peu plus de 200. C'est peu et c'est beaucoup. C'est beaucoup car de telles manifestations de quartier ne sont guère courantes. Les fermetures d'usine n'ont en général pas été l'oc-

maintenant près d'un an, SOS Emploi 19<sup>e</sup> (qui est à l'origine de l'initiative) a centré toute son activité sur ces thèmes : «La lutte contre le chômage, contre ses conséquences dans tous les domaines n'est pas facile, disent les animateurs de SOS Emploi. Cependant, il y a de nombreuses potentialités de lutte qui sont inemployées parce que éparpillées, disséminées à travers tout l'arrondissement sans perspectives bien précises». Ainsi l'appel lancé il y a 6 semaines pour la marche a été signé par une trentaine de sections syndicales, d'associations, de Comités et collectifs de lutte contre le chômage d'arrondissement voisins, d'organisations politiques... Cela ne s'est pas fait tout seul. Les difficultés ont été nombreuses ; à commencer par les manœuvres de division de la direction SOPAD à l'intérieur de l'usine. Maniant la carotte et le bâton, la direction a déployé une intense énergie pour diviser les travailleurs au maximum. Tantôt la prime au départ, tantôt les menaces, puis les promesses...

première action dans le genre, c'est un net succès y compris du point de vue du nombre de participants.

D'autre part, ce qui nous semble le plus important, c'est le témoignage unitaire qu'apporte cette marche. A l'heure où nous assistons au lamentable spectacle des divisions, des déchirements, alors que le 1<sup>er</sup> mai va se tenir dans les conditions que l'on sait, nous avons suivi une démarche totalement différente ; nous sommes partis de la volonté de lutte et d'unité, sans jeter l'anathème ni l'exclusive en appelant au rassemblement tous ceux qui voulaient y participer. Ainsi, on a vu signer l'appel plusieurs sections syndicales CFDT et CGT en commun. Cela est très positif. C'est un excellent début de réalisation d'union à la base dans le concret.

G.P.

### Quelques-uns des signataires de l'appel

Des travailleurs de la SOPAD — Section CFDT de la SOPAD — SOS Emploi 19<sup>e</sup> — Sections syndicales CGT et CFDT du LEP Curial — Sections CGT et CFDT de la RATP (Hainaut) — Sections CGT et CFDT ANPE (Jaurès) — Unions locales 19<sup>e</sup> et 20<sup>e</sup> — Permanence anti-expulsions — Groupe Femmes Vilette — Groupe Ecologie 19<sup>e</sup> — Place des Fêtes Avenir (PFA) — Section CFDT UP6 — Section CFDT de la SFP — Comité de chômeurs du 18<sup>e</sup> — Les jeunes du lycée Bergson — Imprimerie Darboy en lutte (CGT et non syndiqués) — Section CFDT de la CRAMIF — Section CFDT de la CNAV — Section CFDT des PTT (Laumière) — Section CFDT du foyer «Moissons nouvelles» — SOS Emploi 11<sup>e</sup> — Collectif Emploi 20<sup>e</sup> — Section CFDT ANPE 18<sup>e</sup> — Section CFDT «Maison des copains de la Vilette» — Section SGEN-CFDT du lycée d'Alembert — Section CFDT collège «rue des bois» — Sections SNES et SGEN du lycée Bergson.

Parti Communiste Révolutionnaire (marxiste-léniniste) section du 19<sup>e</sup> — Parti Socialiste sections du 19<sup>e</sup> — Parti Socialiste Unifié 19<sup>e</sup> — Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire — PCML 19<sup>e</sup> — Comité d'Union à la Base du 19<sup>e</sup>

Dans le journal *Quartiers libres* (numéro en vente actuellement) vous trouverez des reportages et informations sur la préparation de la marche.

A l'occasion de cette marche a eu lieu la première émission *Radio libre 19<sup>e</sup>*, «R 19».

### Débat sur les perspectives de lutte contre le chômage

Après la marche, un débat a rassemblé une bonne partie des participants. Des militants de différents comités ou collectifs contre le chômage des arrondissements de l'Est parisien y ont pris la parole ainsi que des travailleurs de la SOPAD, des militants syndicaux d'ANPE...

Parmi les questions débattues figurait bien évidemment la définition de perspectives, d'objectifs, des cibles ; sur l'arrondissement mais aussi plus largement. Ainsi la proposition de créer une sorte de structure de regroupement de toutes les volontés de lutte contre le chômage sur les arrondissements de l'Est de Paris a été vivement approuvée par les participants au débat.

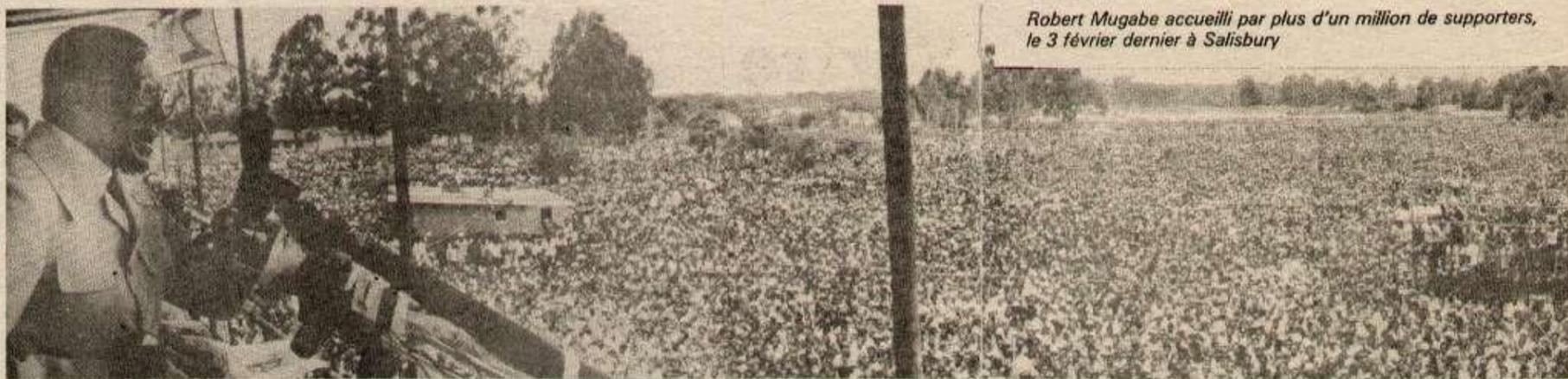
casation de mobilisations de ce type. Aussi, la marche crée l'événement. Les gens s'approchent, regardent à leurs fenêtres, s'informent, approuvent ; certains se joignent au cortège.

Tout au long du parcours, les mots d'ordre tournent autour de deux idées bien précises : unité et lutte. Depuis sa création, il y

Et puis certains, y compris quelques responsables syndicaux n'ont pas manqué de mettre en avant les divisions, les difficultés, le fait que «les gars ne veulent pas bouger». Les organisateurs de la marche ne nient pas tous ces problèmes. Habitants du quartier depuis longtemps pour nombre d'entre eux, ils savent bien que l'on ne change pas tout cela en un jour. Mais ils ont décidé d'adopter une démarche nouvelle : prendre en compte les difficultés pour les résoudre en s'appuyant sur les possibilités de lutte, sur la volonté d'unité qui existe réellement.

Pour les animateurs de SOS Emploi 19<sup>e</sup>, le bilan de cette action est nettement positif. Laissons-leur la parole : «Nous considérons que cette initiative n'est qu'un début, un premier pas pour aller plus loin. En outre, il faut souligner que pour une





Robert Mugabe accueilli par plus d'un million de supporters, le 3 février dernier à Salisbury

Le 18 avril, le Zimbabwe est devenu indépendant : après 90 ans de colonisation britannique, après quinze ans d'un régime raciste rétrograde copié sur le système d'apartheid de l'Afrique du Sud. Paradoxe peut-être sans précédent : cette indépendance a pris la forme de l'arrivée au pouvoir d'un mouvement de libération ayant mené la lutte armée, au cours d'élections organisées par l'ancienne puissance colonisatrice. Autre paradoxe, le dirigeant de ce mouvement de libération Robert Mugabe tend la main aux colons et fait même participer à son gouvernement deux ministres les représentant. Comment expliquer que la ZANU soit parvenue à ce résultat et qu'un pouvoir envisageant de construire le socialisme s'installe aujourd'hui aux portes du bastion raciste d'Afrique du Sud ?

Ni les manœuvres de dernière minute du représentant de la Grande-Bretagne, ni les campagnes d'intoxication des racistes n'ont pu endiguer le raz-de-marée électoral favorable à la ZANU. L'ampleur de la victoire de la ZANU a même dépassé toutes les prévisions (57 sièges sur 80) ; elle s'est accompagnée d'un effondrement total des partisans de l'évêque Muzorewa (3 sièges)(1).

Le score électoral de la ZANU s'explique bien entendu principalement par le vote massif en sa faveur de régions rurales qui étaient — pour certaines depuis des années — contrôlées par l'armée de libération (ZANLA) et où des organisations de pouvoir populaire avaient déjà été construites.

Mais ces zones d'influence ont été largement dépassées. En effet, l'étude des votes par circonscriptions montre qu'un électoralat citadin, «modéré», n'ayant guère eu de contact direct avec le mouvement de libération, a, lui aussi, voté pour la ZANU : des gens qui, sans y avoir été toujours forcés, avaient voté l'année dernière pour Muzorewa.

### «La liberté d'abord, avant tout»

Dans une certaine mesure, la faiblesse relative des résultats obtenus par la ZAPU (dirigée par Nkomo, co-dirigeant avec Mugabe du Front Patriotique) s'explique aussi par un phénomène d'usure politique. La ZANU, se

présentant séparément de son allié n'a pas manqué de souligner les carences de celui-ci dans la lutte de libération, l'organisation de Nkomo ayant toujours eu davantage d'hommes dans les camps d'entraînement de Zambie que sur le terrain de la lutte armée. De plus, le soutien de Smith, présentant Nkomo comme un moindre mal, a également desservi la ZAPU.

Il semble que ce soit les caractères à la fois radical et réaliste de son programme qui aient entraîné une large adhésion à un gouvernement de la ZANU. Un étudiant zimbabwéen nous explique : «Les gens voulaient fondamentalement deux choses : la paix et la liberté. Mais la liberté d'abord, avant tout.» Or, la ZANU, dirigeant l'essentiel des forces de guérilla était la seule à pouvoir garantir la paix. Quant à la liberté, elle s'engageait clairement à en assurer les conditions : fin de la discrimination raciale (que Muzorewa n'avait même pas obtenue), droit à l'éducation et à la santé pour tous, réforme agraire, nationalisation des mines et des secteurs industriels les plus importants. En même temps qu'elle faisait campagne sur ces objectifs ambitieux, la ZANU affirmait sa volonté de «tenir compte des conditions concrètes du Zimbabwe».

Aujourd'hui, ce que la grande presse semble retenir du programme de la ZANU, c'est sa modération à l'égard des colons, la volonté de conciliation et de compromis maintes fois affirmée

par Mugabe. Mais cela n'est pas nouveau, ni contradictoire avec les buts stratégiques de la ZANU. En effet, ce mouvement de libération, bien qu'affronté à des racistes, a toujours pris soin de ne pas identifier ses ennemis selon des critères de race. Le pragmatisme de la ZANU vis-à-vis des colons est aujourd'hui pour elle un moyen de réaliser ses objectifs de transformation révolutionnaire de la société. Il s'agissait, en premier lieu, d'éviter un coup d'Etat ou une contre-guérilla des colons après les élections. Mais, de plus, les dirigeants de cette organisation, étudiant les modalités d'accession à l'indépendance de nombreux pays africains — et notamment l'exemple proche et récent du Mozambique — en ont tiré la conclusion que l'expulsion massive et soudaine des colons peut durablement désorganiser l'économie.

Cette régression souvent constatée ne permet pas au nouveau pouvoir de construire assez vite les bases de l'indépendance et de répondre aux revendications immédiates des masses. De plus, dans sa logique d'organisation non-alignée, la ZANU craignait qu'une rupture brutale n'entraîne d'autres liens de dépendance dont le développement a été constaté dans les pays voisins. Un sympathisant de la ZANU expliquait ainsi cette préoccupation en nous déclarant : «Nous ne voulons pas mettre à la porte d'un seul coup tous nos colons pour ensuite être obligés d'en faire venir d'autres... de l'Est !»

### Reconstruction économique et réformes sociales

Il faut également signaler que la situation économique du Zimbabwe permet au gouvernement formé par la ZANU de respecter ses engagements vis-à-vis du peuple sans chasser les colons. En effet, dans une première étape, il va, pour réaliser la réforme agraire, distribuer aux paysans les terres non cultivées, sous-exploitées ou abandonnées de l'ancien secteur réservé aux colons blancs (soit près de la moitié des 160 000 km<sup>2</sup> des terres fertiles). Plus tard, le gouvernement a en outre la possibilité d'exproprier des colons — ceux-ci devant être indemnisés par les USA et la Grande-Bretagne suivant les accords de Lancaster House. Ainsi, il a semblé possible au gouvernement du Zimbabwe indépendant d'associer les fermiers blancs à la reconstruction économique du pays. Toutefois ceux-ci, comme les patrons de l'industrie, devront, sans doute assez rapidement, satisfaire aux exigences du programme social de la ZANU : des salaires «justes», le droit de grève, les

libertés syndicales, etc... Ceux qui refuseront alors de renoncer à leurs privilèges et à la surexploitation des travailleurs africains quitteront sans doute le pays, s'excluant d'eux-mêmes.

### Face à l'Afrique du Sud une stratégie régionale

Les dirigeants de la ZANU ont pu surprendre en préconisant la «non-ingérence» vis-à-vis de l'Afrique du Sud et en affirmant que le Zimbabwe ne servirait pas de base pour les guérilleros menant la lutte armée contre le régime de Prétoria. Ces déclarations sont à resituer dans le cadre d'une période où le nouveau pouvoir du Zimbabwe veut éviter de donner le moindre prétexte à une intervention armée de l'Afrique du Sud dont la menace a longtemps plané. Mais, par ailleurs, le problème du soutien à une lutte armée dans le bastion raciste ne se pose pas dans l'immédiat. L'ampleur des révoltes et des mouvements nationalistes après Soweto en 1976-77 ne doit pas faire oublier le caractère assez inorganisé du mouvement de libération face à un ennemi autrement puissant que ne l'était le régime rhodésien. De plus, même si la victoire du Zimbabwe constitue un encouragement pour les peuples d'Afrique du Sud, aucun mouvement de libération ne souhaite qu'elle débouche sur un processus d'affrontement militaire généralisé qui, étant donné le rapport de forces actuel, serait à l'avantage des racistes de Prétoria. Les déclarations de Robert Mugabe en faveur d'une «co-existence» avec l'Afrique du Sud indiquent donc davantage une séparation des tâches qu'une négation de la solidarité. Les organisations qui luttent pour la libération de l'Afrique du Sud étaient représentées aux cérémonies pour l'indépendance du Zimbabwe : tout indique que le gouvernement de Robert Mugabe apportera un soutien à ces luttes sous des formes adaptées.

Mais c'est dans le domaine économique qu'une stratégie de lutte à long terme semble se construire actuellement. En effet, les liens de dépendance économique du Zimbabwe et du Mozambique par rapport à l'Afrique du Sud restent très étroits et contraignants. Mais l'indépendance du Zimbabwe ouvre des perspectives prometteuses de coopération : c'est ainsi que l'industrie du Zimbabwe (très développée au cours de la période des sanctions) peut permettre de satisfaire les besoins du Mozambique, le rendant moins dépendant de l'Afrique du Sud. Inversement, avec le port mozambicain de Beira, le Zimbabwe va retrouver un accès à la mer ne passant pas par l'Afrique du Sud.

### Qui a soutenu la ZANU ?

Le Zimbabwe indépendant va établir en priorité des relations diplomatiques avec la plupart des pays occidentaux, ainsi que la Chine, la Yougoslavie et la Roumanie. Le gouvernement de Robert Mugabe n'est pas pressé d'en établir avec l'URSS. Le dirigeant de la ZANU a expliqué cette position en déclarant dans une conférence de presse : «Moscou ne nous a pas donné beaucoup d'armes pendant la guerre. Par contre nos liens sont et seront étroits avec ceux qui nous ont réellement soutenu : la Chine, la Yougoslavie et la Roumanie». En effet l'URSS avait refusé à Robert Mugabe l'aide militaire que celui-ci avait demandée au cours de son voyage à Moscou en 1978 parce que le mouvement de libération refusait les conditions politiques auxquelles Brejnev voulait subordonner cette aide.

Desserrer l'étau économique du bastion raciste, tel a été d'ailleurs le thème d'une conférence des pays d'Afrique Australe qui s'est tenue à Lusaka début avril. Cette conférence des 9 a lancé l'idée d'un fonds d'aide régional et d'une banque de développement, et surtout de la mise en place d'un réseau de communications indépendant de l'Afrique du Sud. Afin de réaliser ce réseau, un appel a été lancé aux Occidentaux pour obtenir 1,5 milliard de dollars en dix ans.

Aujourd'hui, la démarche commune de plusieurs dirigeants d'Afrique Australe et de l'Est semble être d'assurer l'indépendance de leur pays sans brûler les étapes et en faisant appel à tous les concours extérieurs sans se soucier des étiquettes idéologiques. Les changements d'orientation qui apparaissent au Mozambique, la candidature du Zimbabwe à la Convention de Lomé paraissent relever de cette démarche. Un pôle non-aligné est-il en train de se former dans cette région ? Les gouvernements européens qui ont très longtemps soutenu les régimes racistes pourraient aujourd'hui se saisir de l'occasion qui leur est donnée de réparer leurs erreurs. Ils ont pris des engagements et annoncent leurs contributions. Reste à savoir jusqu'où ils iront dans cette voie.

J-P CHAMPAGNY

(1) Il semble que les 3/4 des soldats africains enrôlés dans l'armée rhodésienne, donc affrontés à la guérilla, aient voté pour la ZANU.

### Les grèves ouvrières de mars

Les semaines suivant la victoire de la ZANU ont été marquées par toute une série de grèves ouvrières dans différents secteurs (alimentation, textile). A Salisbury et dans plusieurs autres villes.

Le gouvernement de Robert Mugabe pendant cette période transitoire, n'était investi d'aucun pouvoir légal et n'était donc pas en mesure de résoudre dans l'immédiat les problèmes posés par ces travailleurs. Plusieurs ministres se sont rendus dans les entreprises pour prendre connaissance des revendications et demander aux ouvriers de reprendre le travail.

Faut-il considérer ces mouvements comme une marque de défiance à l'égard de la ZANU ? Ce serait aller un peu loin : bien sûr, les travailleurs citadins n'ont pas avec le mouvement de libération des liens aussi étroits que les paysans, mais ils avaient pour la plupart voté pour la ZANU. En fait, il semble que, ayant désormais pour la première fois de leur existence le droit de grève, ils ont voulu le mettre en pratique avant l'indépendance, comme pour s'assurer que les dirigeants de la ZANU restaient fidèles aux engagements pris dans leur programme électoral. Cette vigilance était compréhensible.

Après l'indépendance le gouvernement a pris de premières mesures en faveur des travailleurs : suppression des taxes sur plusieurs produits de première nécessité, hausse de 10 % de l'impôt sur le revenu visant les colons.

# Vive le Zimbabwe !

A l'occasion de la mort de Jean-Paul Sartre, Madeleine Rébérioux décrit les conditions dans lesquelles Sartre s'est mobilisé pour lutter contre la guerre d'Algérie. Le caractère limité des éléments que nous fournissons laisse en suspens des questions fondamentales, telle que sa philosophie, sur lesquelles nous reviendrons éventuellement.

# Sartre et le combat pour l'indépendance de l'Algérie

Un témoignage de Madeleine Rébérioux, professeur d'histoire à Paris VIII, ancien membre du PCF

Propos recueillis par Sophie RANNOUX

## Les comités contre la guerre d'Algérie

«1954 : l'insurrection éclate en Algérie. Les réactions sont faibles en France. Le gouvernement rappelle les classes démobilisées sous les drapeaux : cela déclenche d'importantes manifestations.

En novembre 1955, Sartre et d'autres intellectuels créent le **Comité des intellectuels contre la poursuite de la guerre en Afrique du Nord**, premier comité ad hoc qui se soit constitué. Des communistes y participent à titre individuel. Le comité étendra son influence pendant toute la durée de la guerre, prendra des initiatives de colloques, de réflexion ; il sera un lieu privilégié d'échanges entre les intellectuels appartenant à divers courants de la gauche française. C'est ici un trait important, qui caractérisera tous les comités pendant la guerre d'Algérie : la capacité de participation à ces comités de gens appartenant à des courants très divers de la gauche, sans pour autant se rallier à une plate-forme qui émane d'un groupe politique ou d'un parti.

Deux grands éléments ont conduit à ces rassemblements transcendant les partis ou les organisations traditionnelles :

— le premier et le seul vraiment de masse dans les milieux intellectuels, c'était la lutte contre la torture ;

— le second était la lucidité anticolonialiste, la volonté de reconnaître la situation algérienne comme une situation coloniale, et d'en déduire le droit à l'indépendance.

Un effort propre aux intellectuels fut produit : celui d'éditer des livres qui analysaient la situation et faisaient connaître la réalité.

Une multitude de comités d'édition et de réseaux de diffusion de livres et de brochures se constituèrent, en particulier dans les lycées. Les ouvrages publiés étaient diffusés sous le manteau avant même de paraître en librairie : l'ouvrage d'Henri Alleg, *La Question torturée en Algérie*, fut vendu à 70 000 exemplaires avant de paraître sur le marché — et d'être interdit à la vente ! —

M. Rébérioux retrace, à ce propos, l'histoire de la création du **Comité de défense des libertés et contre la guerre d'Algérie** :

Après qu'Ali Boumendjel fût «suicidé» dans sa prison, en mars 1957, je téléphonai à des amis du SNES. On se donne rendez-vous à la Boule d'Or, café parisien. On s'attendait à être une vingtaine : on était plus de 200 ! On remplissait totalement la salle du fond. On a eu alors conscience qu'on assistait à un véritable mouvement de masse chez les intellectuels. (M.R.

expose ensuite l'ensemble des activités de ce comité : publication et diffusion clandestine de bulletins, brochures, organisation de rencontres, liens avec les autres comités — dont celui de Sartre — etc...).

## Quel combat et avec qui ?

La SFIO, dès que G. Mollet a été au pouvoir, a refusé l'indépendance de l'Algérie. Le PCF, la CGT, la CFTC (ce n'était pas encore la CFDT), les grands mouvements de masse comme le «Mouvement de la Paix», l'UNEF

tion lucide ont joué un rôle très important.

La difficulté, pour nous, provenait également du décalage existant entre la ligne politique des grandes organisations de gauche et les exigences des milieux intellectuels qui s'étaient engagés dans ce combat : nous étions frappés par le degré de dégradation des institutions de l'appareil d'Etat (police, magistrature, armée...) qui utilisaient ou justifiaient la torture. Et, de ce fait, nous avons très tôt pensé que c'était le régime républicain, au pourrissement duquel nous assistions, qui allait périr à travers cela.

beaucoup d'autres. Et c'est ce qui faisait de ces initiatives que nous conduisions ensemble, pour lesquelles nous nous rencontrions, l'occasion de discussions constantes ; c'était une solidarité profonde mais en même temps conflictuelle qui nous unissait.

## Face à la répression

Il y avait le risque de la répression, et à partir de 1958, les arrestations ont fondu sur la tête des militants qui faisaient partie des réseaux. On courait le risque d'être emprisonné pendant plusieurs mois, ou plusieurs années après condamnation et il y avait une part de courage physique nécessaire pour tenir tête à ce genre de répression. Par exemple, après le **Manifeste des 121**, que j'ai signé, il y a eu une offensive de la part de l'Etat en direction des fonctionnaires, et notamment des enseignants : suspension de fonction, de traitement, etc... Chaque fois que des mesures étaient prises contre nous, l'ampleur de la protestation était telle, et les formes qu'elle prenait étaient si originales et si neuves, que les sanctions étaient moins graves que celles qui étaient à craindre. Les avocats, que nous avions associés à la protection des militants arrêtés, ont joué un grand rôle pour conduire leur défense devant les tribunaux.

## Il nous est arrivé d'avoir vraiment très peur

J'ai dû faire à peu près toutes les manifestations contre la guerre d'Algérie. Je me souviens de celle du 27 octobre 1960... Je me souviens de Charonne... Mais il y en a une dont on a beaucoup moins parlé à l'époque et qui a été bien plus atroce que Charonne : c'est la manifestation des Algériens du 17 octobre 1961. A l'appel de la Fédération de France du Front, les Algériens sont descendus des quartiers populaires où ils étaient nombreux, et de la banlieue nord de Paris,

dans le centre de Paris : hommes, femmes et enfants. Absolument sans armes. Absolument sans rien. Défilant seuls, sur les grands boulevards, où les charges de la police... c'est un souvenir...! Les Français, nous ne pouvions que regarder la manifestation. Les Algériens nous avaient dit qu'ils voulaient manifester seuls. Donc, on a regardé des trottoirs. C'est une des choses les plus épouvantables qu'on puisse imaginer ! Nous ne savons toujours pas combien il y a eu de morts le 17 octobre ! Certainement plusieurs dizaines, peut-être plusieurs centaines ! Et certainement des milliers de blessés ! Des corps ont ensuite été jetés à la Seine. On en a retrouvé un certain nombre avec des pavés au pied. C'était inouï ! Charonne laisse un bien plus fort souvenir parce que ce sont les Français qui ont été chargés. Mais pour ceux qui, comme moi, avaient vu, avant Charonne, la manifestation des Algériens... C'est une chose qu'on ne peut pas supporter !

D'ailleurs, le lendemain, quand je suis arrivée à mon lycée, je leur ai dit : «J'ai vu hier la manifestation des Algériens, et si vraiment nous ne faisons rien, c'est que nous ne sommes plus rien, que nous n'existons plus».

Finalement, il y avait peu de gens qui étaient allés voir la manifestation, et qui avaient suffisamment d'éléments pour être intimement convaincus de la façon dont ça s'était passé.

On voit dans ce contexte l'importance de l'accumulation des témoignages directs. Par ailleurs, la montée de l'exaspération était telle qu'il fallait beaucoup de sens commun et beaucoup de sang froid pour continuer à être capable de réfléchir à chaque fois aux initiatives qu'on prenait. C'est pour cela qu'avec des hommes comme Sartre, malgré nos divergences, il y avait une grande solidarité de fond, compte tenu du fait que ceux qui s'engageaient complètement étaient malgré tout, y compris chez les intellectuels, peu nombreux !

## 1905 - 1980

- 1905 Naissance de Jean-Paul Sartre.
- 1924 - 1929 Poursuit ses études à l'Ecole Normale Supérieure. Se lie d'amitié avec Nizan, R. Aron. Reçu à l'agrégation.
- 1939 - 1941 Mobilisé. Se fait libérer de captivité en se faisant passer pour civil.
- 1945 - 1948 Ecrit, publie et voyage beaucoup. Sartre et l'existentialisme ont acquis une grande renommée.
- 1954 Compagnon de route du PCF. Il le restera 2 ans.
- 1955 Se mobilise contre la guerre d'Algérie.
- 1964 Refuse le prix Nobel.
- 1966 Fait partie du tribunal Russel pour enquêter sur les crimes de guerre américains au Vietnam.
- 1968 Soutient le mouvement étudiant.
- 1970 Directeur de *La Cause du Peuple*.
- 1973 Sortie du quotidien *Libération* à la création duquel il a travaillé et dont il quittera plus tard la direction.
- 1979 Se mobilise pour les réfugiés du Vietnam.
- 1980 Mort de Jean-Paul Sartre.

étudiante, ont été partie prenante, à des degrés divers, du combat contre la guerre. Cependant toutes sortes de divergences apparaissaient : quel combat, et au nom de quoi le conduisait-on ? Quels objectifs se donnait-on ? Par quels moyens intervenait-on ? Quelles couches essayait-on de rassembler ?

Par contre, il est important d'apprécier quel fut le poids des intellectuels et des étudiants : par exemple le rôle de l'UNEF a été considérable, principalement à partir de son congrès de 1960. L'UNEF impulsait toute une série de coordinations dans les syndicats de l'enseignement dans lesquels nous militions tous. De notre côté, nous essayions, à tous les niveaux, d'obtenir de nos organisations des prises de position plus radicales.

## La difficile entreprise de convaincre

Je crois que la difficulté fondamentale a été de convaincre les gens, d'abord de la réalité de la torture, ensuite du fait que les Algériens avaient raison de se révolter contre la colonisation française. Il y avait une résistance profonde des couches populaires françaises, y compris de très nombreux milieux d'intellectuels, en raison de la formation que l'école, nous avait donnée. Et tous ceux qui se sont lancés dans cette entreprise d'informa-

Du coup nous présentions constamment aux organisations dont nous étions membres des initiatives d'actions ou des bases d'intervention qui allaient plus loin que celles que ces organisations acceptaient de formuler. Et c'est bien compliqué de juger leur comportement, car elles exprimaient, à leur manière, très fortement, les résistances de la société française et de la classe ouvrière à la lutte contre la guerre d'Algérie (les journées d'action lancées par la CGT et le PCF ont été de grands échecs quand même).

## Sartre dans la lutte

Et c'est là qu'on retrouve Sartre. Il pensait avec d'autres que les intellectuels avaient vraiment un rôle de direction à jouer, qu'ils étaient en train de prendre la tête de la Nation. C'est pour cela que Sartre était toujours d'accord pour les pétitions les plus hardies, pour prendre des initiatives en direction des prix Nobel, pour contribuer à la rédaction du **Manifeste des 121** (en 1961), pour aller témoigner devant les tribunaux chaque fois qu'un militant des réseaux avait été arrêté. Il n'a jamais fait défaut dans aucun de ces cas-là. Il n'était le porte-parole que de lui-même. Il reste que, sur les analyses qu'il fournissait (dont le rôle des intellectuels) il y avait de réelles divergences avec

## Bibliographie

Nous signalons les principales œuvres parues en collection de poche.

Livres édités en Folio chez Gallimard.

Les Chemins de la Liberté :

Romans :

Tome 1 *L'âge de raison*

Tome 2 *Le Sursis*

Tome 3 *La Mort dans l'âme* (1949)

*Le Diable et le Bon Dieu* (1951) Théâtre

*Huis-Clos - Les Mouches* (1943) Théâtre

*Les Mains Sales* (1948) Théâtre

*Les Mots* (1964) *Récit autobiographique*

*Le Mur* (1939) *Recueil de récits*

*La Nausée* (1938) Roman

*La Putain Respectueuse* (1946) Théâtre

*Les Séquestrés d'Altona* (1956) Théâtre

Collection Tel chez Gallimard

*L'Etre et le Néant* (1943) *Essai philosophique*

«Les actions menées par le gouvernement soviétique contre le mouvement ouvrier d'URSS coïncide avec le grand nettoyage pré-olympique... Nous demandons à chacun de se souvenir que les Jeux Olympiques de Moscou, ce sont des jeux qui ont pour base des ossements humains et que la responsabilité de ce malheur repose sur la conscience des hommes du monde entier, où qu'ils vivent.»

Bulletin d'Information du SMOT  
N°3 (février-mars 1979)

A Moscou, la préparation de la fête olympique bat son plein. Le KGB ratisse, perquisitionne, arrête, exile, condamne. Sakharov déclarait en novembre 1979 que «cent personnes avaient été arrêtées dans les douze derniers mois pour leur participation au mouvement dissident». Amnesty International recensait 50 arrestations pour le mois de février 1980. Les chiffres de ceux qui tombent n'arrêtent de grossir. La purge olympique frappe tous les milieux de l'opposition, démocratique, nationale, religieuse, littéraire. De Sakharov aux rédacteurs de la revue

*Poiski*, des groupes Helsinki de Moscou à ceux d'Ukraine ou d'Arménie.

Aujourd'hui, Vladimir Borissov est à nouveau interné en hôpital psychiatrique, après y avoir déjà passé 9 ans entre 1972 et 1977. Il est l'un des fondateurs du deuxième syndicat indépendant apparu en URSS, le SMOT. Arrêté à plusieurs reprises depuis la création du SMOT le 28 octobre 1978, le KGB l'a, cette fois-ci, attrappé en pleine rue, à

Léningrad, ville olympique, pour l'interner aussitôt dans un hôpital pour fous furieux.

Une première mobilisation internationale a sans doute permis son transfert vers un autre hôpital psychiatrique. Cette mobilisation doit s'amplifier, principalement auprès des centrales et des sections syndicales. Seule une large campagne pourra l'arracher de l'asile psychiatrique, comme déjà en 1977.

Joëlle FECLAZ

## Lettre ouverte au président du Comité olympique, Lord Killanin, de Irina Kaploun, épouse de Borissov

Monsieur le Président,

Je m'adresse à vous dans l'espoir d'obtenir une réponse de votre part. Je m'adresse à vous puisque les problèmes qui sont directement liés avec les préparatifs des Jeux Olympiques 1980 ne peuvent pas laisser indifférent le président du Comité Olympique.

Je suis la femme de l'un de ceux qui est devenu une victime de la préparation des Olympiades. Mon mari, Vladimir Borissov a été appréhendé le 27 mars 1980 au soir, en pleine rue à Léningrad et conduit aussitôt à l'hôpital psychiatrique N°3 - Skvortsov-Stepanov - où il se trouve encore aujourd'hui. Cet acte complètement illégal des autorités soviétiques à l'égard de mon mari est en rapport direct avec le grand nettoyage pré-olympique des «centres olympiques» celui-ci prenant un caractère de masse. A vrai dire, les arrestations continuelles des défenseurs des Droits de l'Homme, ainsi que les expulsions de Moscou et de Léningrad des personnes «génantes», vont bon train.

Officiellement les départs vers ces villes sont limités et des mesures sont prises pour les isoler des autres villes de tout le pays. Ainsi les échanges humains, personnels et même médicaux, sont sacrifiés aux commodités olympiques telles que les convoient les autorités soviétiques. Dans «ces commodités» il y a bien évidemment la pacification totale en l'honneur de la fête.

La critique du pouvoir, l'intervention inattendue de «ceux qui pensent autrement» ou les contacts avec les étrangers sont considérés comme des actes inadmissibles par l'Union soviétique.

Monsieur le Président, par votre intermédiaire, je m'adresse à tous les sportifs, à tous les touristes ainsi qu'à tous les amateurs de sport sans qui les épreuves sportives n'auraient pas de sens... ! Je vous assure que vous serez très bien reçus à Moscou, vous serez satisfaits ! Et que des personnes choisies spécialement sauront très bien vous donner l'illusion de

«contacts» libres... Ceci dans la plus pure tradition du système soviétique. Vous n'apercevrez pas la cohorte des «exilés», des «arrêtés», des «coffrés» dans un hôpital psychiatrique, ceux qui auraient pu vous raconter à quel prix se déroule votre «fête»...

Vladimir Borissov aurait pu vous en toucher deux mots, V. Borissov qui est membre fondateur de l'Union interprofessionnelle libre des travailleurs et qui a lutté pendant de longues années pour la défense des droits de l'homme. Et cela, les autorités soviétiques ne l'ont pas admis. Alors, elles l'ont banni de la société et placé chez les fous furieux !

Lord Killanin ! Je peux vous fournir les preuves juridiques irrefutables de l'illégalité de l'hospitalisation forcée de Vladimir Borissov. Son hospitalisation antérieure - dans ce même hôpital - avait déjà été condamnée lors du Congrès international de Psychiatrie qui s'est déroulé à Honolulu en 1977. Et depuis, jusqu'à l'année olympique, il n'avait plus été inquiété par la répression psychiatrique. C'est seulement dans le cadre du «nettoyage olympique» qu'est devenue envisageable à nouveau l'hospitalisation d'un homme qui a été reconnu sain d'esprit à la fois par le psychiatre Gary Low-Beer en 1978 (britannique) et par un psychiatre d'Etat au mois d'août 1979.

Je sais bien que vous, Monsieur le Président, vous n'êtes pour rien dans le comportement odieux des autorités soviétiques. Ce n'est pas vous qui êtes en cause, vous le Président du Comité Olympique, mais les principes olympiques fondés sur l'humanisme.

Je sais que vous ne voulez pas de mélange entre le sport et la politique. La politique ne me regarde pas tout comme ne me regarde pas l'interprétation du sens des Jeux Olympiques : faudra-t-il y voir une «victoire du sport et de l'amitié» ou une «concession des occupants» ? Seulement humainement, on ne peut pas laisser le char olympique écraser des hommes. Et dans mon pays, c'est exactement ce qui se pas-

# Liberté pour Vladimir Borissov !



Vladimir Borissov, membre du conseil des représentants du SMOT, et son épouse, Irina Kaploun

se. Quelles performances sportives pourraient compenser la douleur des familles ? Peut-être, après tout, que la médaille d'or vaut le prix de la souffrance humaine...

De votre réponse à ces questions dépendront nos destins.

C'est pourquoi, je viens vous demander ; écoutez-moi ! Entendez ma voix ! La voix d'une épouse et d'une mère !

Etablissez comme condition du déroulement des Jeux Olympiques 1980 à Moscou, la libération de mon mari, Vladimir Borissov, ainsi que d'autres personnes arrêtées par la prophylaxie soviétique. Ne laissez pas métamorphoser la fête du sport en paravent qui cachera les violations des droits de l'homme de mon pays. Sachez que, lorsque l'Ouest viendra assister ou parti-

ciper au spectacle proposé, dans le même temps moi, qui suis née et qui ai toujours vécu à Moscou, - après tout tant pis si pour cette lettre on me met à la rue avec mon enfant ! - je ne pourrai même pas aller à Léningrad - inaccessible pour moi - voir mon mari, enfermé avec les fous furieux en l'honneur de votre arrivée.

Je demande à la presse occidentale de publier mon appel afin qu'il atteigne son destinataire et tous ceux qui s'intéressent à nos destins.

Irina KAPLOUN  
7 avril 1980

*L'appel d'Irina Kaploun a été soutenu par Mesdames D. Babitch, N. Lesnitchenko, I. Nagle, T. Pletniova, A. Iakoreva.*

**Pour exiger la libération de Vladimir Borissov écrire, télégraphier à l'hôpital psychiatrique où il est interné**

Adresse : Léningrad 195009  
39, oulitsa Lebedievo  
Section 9

Téléphone : 542.46.93  
Le médecin chef de l'hôpital s'appelle Kourakine.

Vladimir  
Borissov

L'ouvrier Vladimir Borissov est âgé de 36 ans et a déjà derrière lui un passé prestigieux. A dix-huit ans dans un petit port de l'Extrême-Est, il organise une grève chez les dockers. A vingt et un ans alors qu'il était ouvrier à Léningrad, il est arrêté une première fois pour avoir organisé un cercle clandestin de jeunes socialistes et est interné à l'hôpital psychiatrique spécial de Léningrad de mars 1965 à décembre 1967. En juin 1969, pour avoir participé à la fondation, un mois plus tôt, du «Groupe pour la défense des droits de l'homme en URSS», le KGB vient l'arrêter de nouveau à l'usine. Réinterné à l'hôpital psychiatrique de Léningrad, il mène avec Victor Fainberg une grève de la faim de 80 jours contre les conditions d'internement subies par l'ensemble des détenus. Après quelques autres grèves de la faim, il est libéré en 1974 à la suite d'une grande campagne en URSS et à l'étranger. Il réintègre aussitôt les rangs de la résistance. Arrêté pour la troisième fois le 25 décembre 1976, et réinterné à l'hôpital psychiatrique de Léningrad, il est relâché le 4 mars 1977 sous la pression d'une nouvelle campagne.

Dès l'annonce de la création du SMOT, le 28 octobre 1978, Borissov, son fondateur est à nouveau inquiété. Détenu 4 jours en novembre 1978 à Moscou, il est à nouveau arrêté le 4 août 1979 à Moscou et condamné à 15 jours de prison pour «désobéissance aux autorités». Alors que sa femme, Irina Kaploun voulait le rencontrer, un milicien la renvoyait avec un violent coup de coude dans le ventre : elle était enceinte de 8 mois. Le bébé qui naissait quelques jours après, est en très mauvaise santé. Depuis le 27 mars 1980, Borissov est à nouveau interné.